

L.T



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi
10 pages

Après la formation du Parti Socialiste ouvrier et paysan

La S. F. I. O. continue



La direction du Parti socialiste n'avait pas voulu donner trop d'ampleur à son congrès. Elle avait besoin d'un vote majoritaire pour exclure des rangs de la S.F.I.O. la fraction gauche révolutionnaire qui, malgré ses hésitations, son imprécision, sa pusillanimité, ne permettait pas à Blum et Paul Faure de mener tranquillement leur barque dans le sillage du grand capital. La direction socialiste voulait faire l'opération chirurgicale avec le moins de bruit, de cris et de douleurs possible. Rien ne lui paraissait plus favorable à cet effet que quelques jours de Congrès dans un endroit écarté de la vie prolétarienne.

L'exclusion de la fraction de gauche, c'est le seul point sur lequel la S.F.I.O. retrouve un peu d'énergie. La S.F.I.O., c'était ainsi que le parti communiste le montra jadis, l'agence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers ; elle dressait une barrière contre le communisme et canalisait ouvriers et paysans dans les cadres du parlementarisme bourgeois.

La décrépitude de la démocratie en France, la dégénérescence du parti communiste ont formidablement coincé le parti socialiste. La participation de nouvelles couches ouvrières à la vie politique avec un tas d'illusions parlementaires ne lui sert pas, mais s'est faite au profit du parti stalinien qui dispose de cadres meilleurs connaisseurs de la classe ouvrière, profitant de la gloire recueillie dans la période des combats, disposant d'une organisation dans les entreprises, et d'une expérience du travail fractionnel dans les syndicats.

La S.F.I.O. en est réduite à défendre péniblement ses positions dans la classe ouvrière devant le parti communiste. Il lui reste les milieux paysans d'où elle espère pouvoir déloger les radicaux. C'est seulement là qu'elle progresse encore numériquement (même si, par les combinaisons parlementaires, elle est roulée comme ce fut le cas dans l'élection de Saintes).

Entre le parti communiste d'une part et la bourgeoisie d'autre part, la S.F.I.O. cherche à conserver sa place au soleil. D'abord en excluant la gauche. Ensuite, il faut choisir une politique. Quand le parti communiste ne peut la harceler (lorsque les masses ne sont pas en mouvement), c'est le jeu parlementaire qui détermine la S.F.I.O. Ce fut le cas à Royan. La lettre du P.C., la question de l'unité n'inquiétèrent pas les congressistes ; et le pro-stalinien Zyromski n'en parla que pour la forme...

Blum, ayant exclu la gauche, continue, avec système, à jouer son jeu au service de

la bourgeoisie. Il fait avaler le ministère Daladier, il prépare à faire avaler des combinaisons avec Mandel ou Paul Reynaud, il prépare à faire avaler la grande combinaison de l'union sacrée. Ce que Thorez se garde le plus souvent de dire à haute voix, ce à quoi Thorez travaille avec acharnement, Blum l'exprime sans ambages. Trahison, crient des militants de la gauche exclue qui veulent « continuer la S.F.I.O. ».

Erreur, camarade, la S.F.I.O. continue avec Blum, Paul Faure, Dormoy, Lebas.

La S.F.I.O. continue... depuis 1914 et l'Union sacrée, depuis 1918 et l'intervention nécessaire en Russie de Renaudel, depuis 1919 et les réparations à faire payer par les Allemands, depuis 1920 et la haine du communisme, depuis 1924 et 1932 et le Cartel des Gauches... La S.F.I.O. continue, plus misérable et infâme que jamais, et plus démantelée que jamais. La S.F.I.O. continue, le Front populaire continue, l'escroquerie du serment de 1935, des promesses de 1936 continue.

Blum à Royan, Jouhaux à Toulouse, Thorez à Clichy parlent et parlent et pérorent. Les promesses nouvelles s'ajoutent aux promesses anciennes. Les masses attendent d'eux des actes.

Et une partie — encore numériquement réduite — commence à ne plus vouloir continuer la S.F.I.O., la S.F.I.C., le Front populaire. C'est pour cela que, malgré Pivert et Hérard, leaders malgré eux, un nouveau parti se présente. Aux ouvriers qui vont apporter leurs espérances vers cette nouvelle formation, nous disons, nous répétons : il ne suffit pas de ne plus être dans les partis de Blum et Thorez. Il faut lutter

contre eux, rompre avec le Front populaire, appeler les traîtres des traîtres et opposer aux combinaisons et aux duperies bien autre chose que des affirmations révolutionnaires générales : il faut défendre un programme d'action, une plateforme de revendications, une tactique des luttes. Il faut rassembler une avant-garde sur autre chose que la nostalgie de la « vieille maison ». Il faut comprendre qu'il ne servira à rien de « continuer la S.F.I.O. » ou de continuer le Front populaire, même en demandant qu'il soit « de combat », et de participer, avec sa petite flûte, au grand orchestre antitrotskyste pour détourner les masses des formations de trahison. Celles-ci nous attaquent par un sûr instinct de conservation. Car ce sont les solutions « trotskystes » qui seules ouvrent la voie de la révolution prolétarienne, de la création des soviets et des milices, la voie au pouvoir des ouvriers et des paysans.

Les chevaux de Damoy

Depuis cinq mois, huit cents travailleurs de chez Damoy mènent la lutte pour le pain.

Cinq mois de privations pour les familles ouvrières. Pourtant les ouvriers, par des collectes, ont alimenté durant ces cinq mois les vingt-huit chevaux qui sont la propriété personnelle des Etablissements Damoy. Le syndicat nous annonce que plus de quarante mille francs ont été collectés par les ouvriers à cette fin.

Le sur-arbitrage est arrivé. Il n'était pas complètement favorable à Damoy. Damoy est passé outre, il a gardé ses chevaux.

La misère des ouvriers s'accroît.

Voilà un exemple des résultats de « la collaboration de classes ».

Le Fait international

Sur la pente de la guerre

DURANT la semaine qui vient de s'écouler, la course aux armements, la préparation à la prochaine guerre se sont poursuivies avec moins d'éclat qu'au cours des semaines précédentes, mais avec non moins de vigueur.

Les organisations du Front populaire, ou plus exactement le P.C. et le P.S. qui ont besoin de donner quelque chose aux masses déçues, mécontentes, irritées, ont fait un tapage de tous les diables au sujet des vols d'avions fascistes au-dessus du territoire français, dans la vallée de l'Ariège. Mais ce bruit et cette indignation restent de surface.

La S.F.I.O. où existe et s'exprime le courant de compromis avec l'axe Berlin-Rome,

tout en dénonçant les actes des fascistes, essaie de résister au plumage par les staliens en invoquant l'attitude de compromis et d'impuissance de l'U.R.S.S. au Comité de non-intervention à Londres.

L'impérialisme français utilise l'empoisonnement intensif des cerveaux ouvriers, il sait qu'il aura à s'en servir. Mais, aujourd'hui comme hier, il reste à la remorque de l'impérialisme anglais : les décisions de Chamberlain et Halifax seront celles de Daladier et Chautemps.

La partie n'est pas encore terminée en Espagne. Mais l'impérialisme français qui n'a pas la force de la Grande-Bretagne et qui voit ses positions, en Europe et dans le monde entier, terriblement compromises,

s'est résigné à ne voir en Espagne qu'un front où les impérialismes rivaux pourront être accrochés, et c'est du côté de la Tchécoslovaquie qu'il a fixé son centre de résistance.

Nous avons déjà, à plusieurs reprises, indiqué l'importance stratégique de la Tchécoslovaquie, à la fois pour l'Europe centrale, pour les Balkans, pour la route de l'Allemagne vers l'Extrême-Orient comme vers le Proche-Orient ; nous avons également souligné comment toute la carte d'Europe avait été dans ces régions taillée, à Versailles, uniquement suivant des considérations politiques, en premier lieu au profit de l'impérialisme français, et comment les nationalités, en dépit des promesses plus ou moins solennelles, avaient été bafouées ; nous avons dit également que, dans le cadre du système capitaliste, il n'y avait aucune solution au problème des nationalités, surtout dans une région comme celle baptisée Tchécoslovaquie où il n'est pas un district qui ne contienne des nationalités différentes avec d'importantes minorités.

Comme il est d'usage dans le régime capitaliste, les pourparlers qui se poursuivent à Prague sont tenus secrets ; les masses travailleuses sont traitées comme du bétail entre maquignons. Que revendique Hitler par l'intermédiaire d'Henlein ? Qu'accordent Chamberlain et Daladier par la parole de Hodza ? Les travailleurs n'en savent à peu près rien. Et pourtant c'est là que se confectionne l'amorce qui fera partir la prochaine guerre.

Les déclarations faites par Henlein à Ward Price, répudiées ensuite comme conversation non destinée à la publication (sic), établissent sans conteste que l'été qui commence peut être gros d'une conflagration mondiale.

La dernière décision du gouvernement militaire à trois ans, ne nécessite aucune explication quant à l'importance qu'il faut lui attribuer.

**

N'y a-t-il plus rien à faire qu'à laisser passer la vague chauvine et attendre, plus tard, on ne sait quand, des « circonstances meilleures » ? Ceux qui raisonnent ainsi, qui refusent de poursuivre le combat de classe aujourd'hui, sous prétexte de préparer le combat pour le surlendemain, ne préparent en fait rien du tout. La lutte d'aujourd'hui contre le capitalisme, la résistance à l'offensive capitaliste, l'affaiblissement de son propre impérialisme français, c'est ainsi que s'opère la résistance à la guerre qui vient et, si elle se déclenche, l'application de la seule tactique marxiste, celle du défaitisme révolutionnaire.

Nos publications

- Le Pain, la Paix, la Liberté, ne les demande pas, prends-les ! (Edition des G.A.R., 1935) 0 50
- Les Crimes contre-révolutionnaires de Staline (Lettre de Ciliga, édition 1935) 0 25
- A ton tour, paysan ! par J. Desnots (août 1936) 0 25
- Fallait-il prendre les usines ? (La Grève de Juin 1936), par P. Frank 1 »
- Manifeste du P.C.I. 0 25
- Manifeste-Programme des Jeunesses Communistes Internationalistes 1 »
- La crise de la Section Française de la Ligue Communiste Internationaliste : Tome 1. — La scission du groupe bolchevik-léniniste (décembre 1935) 2 »
- Tome 2. — De la scission du G. B.-L. au Congrès du 10 octobre 1936) 2 »
- Comment ils ont trahi la grève Goodrich 0 40

Les plans diplomatiques

... VUS

Cet article de Trotsky, comme le précédent, est extrait du Bulletin de l'Opposition russe.

SI la mémoire humaine était plus fidèle, les procès de Moscou seraient absolument impossibles. Que de Guépéou brise la colonne vertébrale des accusés, on y est habitué. Mais en même temps, le Guépéou tente de briser la colonne vertébrale du processus de l'histoire. Cela devient plus difficile.

Dans le procès Zinoviev-Kamenev (août 1936), les inculpés furent accusés d'avoir eu une liaison purement policière avec la Gestapo. Les principaux accusés nièrent cette accusation. L'opinion publique ne voulut pas croire à celle-ci. En janvier 1937, Radek et Piatakov furent appelés à reconstruire le schéma trop primitif de Vichinsky. Dans leurs aveux, il ne s'agissait plus de vil espionnage, mais d'un bloc international de Trotsky avec les fascismes allemand et japonais, en vue de détruire l'U.R.S.S. et les démocraties occidentales. Cette thèse de l'accusation ne concordait pas par hasard avec le moment où la politique du front populaire était en plein épanouissement. Sur l'étendard de la diplomatie soviétique et également sur celui de l'Internationale Communiste était inscrite la création d'un bloc militaire des démocraties contre l'association des pays fascistes. Dans cette conjoncture, les trotskystes ne pouvaient pas ne pas être les agents du bloc fasciste. L'image était simple et claire.

Avec l'Italie fasciste, les trotskystes n'avaient toutefois aucune liaison, la diplomatie soviétique ne voulant pas gêner la tentative faite par l'Angleterre et la France pour séparer l'Italie de l'Allemagne, et escomptant qu'ultérieurement, elle serait obligée d'adresser des sourires à Rome. La même considération valait également en grande partie pour la Pologne, dans l'espoir que la France garderait la Pologne dans son orbite. Dans leurs intrigues internationales, les accusés se conformaient minutieusement aux points de vue et aux calculs de la diplomatie soviétique. Ils pouvaient attenter contre la vie de Staline, mais pas contre la politique de Litvinov.

La préparation du nouveau procès coïncida avec la période où les espoirs et les illusions dans les Fronts populaires et un bloc des puissances démocratiques étaient fanées. La politique de l'Angleterre dans la question espagnole, la visite de Lord Halifax à Berlin, le tournant de Londres vers Rome, enfin, le remplacement d'Eden par Halifax, tels sont les « signaux » diplomatiques d'où partent maintenant les « aveux volontaires » des accusés. Le schéma Radek-Piatakov, suivant lequel les trotskystes apparaissaient comme les agents du bloc fasciste (sauf de l'Italie) est rejeté comme dépourvu d'actualité. Les accusés agis-

saient cette fois comme agents de l'Allemagne, du Japon, de la Pologne et de l'Angleterre.

La liaison avec l'Allemagne a perdu sa couleur fasciste puisque, ainsi qu'on peut le remarquer, elle s'établit dès 1921, lorsque l'Allemagne se trouvait sous le signe de la démocratie de Weimar. La collaboration avec l'Angleterre s'établit en 1926, soit 11 années avant le procès Radek-Piatakov. Comment se fait-il donc que Radek, candidat trotskyste au ministère des Affaires étrangères, à la disposition de Vichinsky, ne sut rien des liaisons de Trotsky avec le gouvernement britannique ? Au début de 1937, l'Angleterre était une « démocratie ». Après le retrait d'Eden, l'Angleterre est revenue le foyer de l'impérialisme. Litvinov voulait montrer les dents à Londres. Les accusés en eurent immédiatement connaissance. Peu de temps auparavant, la guerre en Extrême Orient représentait l'agression du fascisme japonais contre les démocraties anglo-saxonnes. Moscou fait à présent comprendre qu'elle est déjà prête à effacer la ligne de séparation entre le Japon et la Grande-Bretagne : tous deux complotent avec les trotskystes contre le régime soviétique !

Le témoignage de Rakovsky, le présentant lui et moi-même en agents de l'Intelligence Service, est en réalité un avertissement diplomatique à Chamberlain !

Que la Pologne soit inscrite avec retard dans la série des pays qui se sont compromis par des relations avec les trotskystes, peut s'expliquer par deux raisons : une forte et une faible. Depuis le dernier tournant de la politique britannique, l'orientation germanique de la politique polonaise a reçu un caractère plus accentué. Les temps sont onbliés (1933) où Staline invitait Pilsudsky aux fêtes de la Révolution d'Octobre. Moscou veut montrer à Varsovie qu'elle ne se fait aucune illusion quant à la neutralité de celle-ci et que, dans la guerre qui vient, la Pologne doit se préparer à devenir le champ de bataille entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Par la bouche des accusés, Litvinov menace le colonel Beck.

La seconde raison pour laquelle le nom de la Pologne pouvait seulement être prononcé dans ce procès est que Radek, principal « diplomate » du second procès, ne pouvait englober sa demi-patrie polonaise dans la liste des pays « trotskystes ». En 1933, Radek avait fait un voyage triomphal



La guerre civile

Le cours des événements des jours prochains apporteront une réponse.

Ce qu'on peut dire, est que le fascisme a démontré une « supériorité » non seulement en ce qui concerne la technique militaire de la guerre moderne dirigée avec tous les calculs mathématiques de la science militaire, sans se soucier du « carnage et de la morale », mais surtout en ce qui a trait à sa décision et à son unité de programme, auquel le gouvernement de Barcelone ne peut tenir tête.

La force et la supériorité du fascisme a été déterminée par les rapports de force et les rapports sociaux de classe, dans le cours des événements.

On peut comprendre la supériorité du fascisme en tenant compte du manque de direction révolutionnaire chez la classe ouvrière, de la politique de trahison de la II^e et de la III^e Internationales, et de l'écrasement de la révolution par la contre-révolution démocratique du Front populaire.

Dans les conditions actuelles, il est impossible de penser qu'avec les positions stratégiques occupées par le fascisme, le gouvernement de Barcelone puisse contre-attaquer, car il est plus préoccupé de combattre la classe ouvrière, et d'exterminer le moindre danger de révolution socialiste, que de lutter et vaincre le fascisme.

de Moscou... dans le miroir du procès

à Varsovie, avait été reçu avec honneur par Pilsudsky, et parlé d'une façon pathétique de la future collaboration heureuse des deux pays issus de la révolution. La presse mondiale parlait alors d'une alliance militaire en préparation entre l'U.R.S.S. et la Pologne. Or, Radek ayant fait sa visite sensationnelle non comme agent de Trotsky mais comme ambassadeur de Staline, il était bien difficile pour Radek de lier la Pologne avec le trotskysme. Cette tâche à ce moment échut à l'accusé Charangovitch.

Le nom de la France, ainsi que celui des Etats-Unis, n'ont évidemment pas été prononcés. Pour ces deux pays, la conception du « bloc des démocraties » contre le bloc fasciste reste intact. C'est vrai que Rakovsky avoue des relations criminelles avec quelques industriels et journalistes français, mais, dans ce cas, il s'agit d'ENNEMIS du Front populaire. De même que Litvinov tente, par les aveux de Rakovski sur l'Intelligence Service, de compromettre le gouvernement de Chamberlain, il veut au contraire, par les aveux du même Rakovsky au sujet de l'industriel français Nicolle et du journaliste Buré, rendre un service amical au gouvernement du Front populaire. En tout cas, les accusés sont restés fidèles à eux-mêmes : même dans leurs combinaisons « traîtresses » avec des Etats, ils ont pris soin des projets diplomatiques du Kremlin.

Le silence sur la France est particulièrement éloquent par son absurdité. Jusque vers la fin de 1933, la France était considérée à Moscou comme le principal ennemi de l'U.R.S.S. La Grande-Bretagne occupait la seconde place, et l'Allemagne était considérée comme une amie. Dans les procès du Parti Industriel (1930), et des Menchevics (1931), la France était toujours le foyer des intrigues ennemies. Cependant, les trotskystes auraient commencé à nouer des relations avec les ennemis de l'U.R.S.S. dès 1921 (quand ils étaient tous au pouvoir, ou, plus exactement, quand, avec Lénine, ils constituaient le pouvoir), ont ignoré la France aussi complètement que s'ils avaient ignoré son existence. Non, ils n'avaient rien oublié ; ils prévoyaient simplement le futur pacte franco-soviétique et évitaient alors de préparer des difficultés à Litvinov en 1938.

Quelle chance pour Vichinsky que les hommes aient si courte mémoire ! Après mon exil en Turquie, la presse soviétique ne m'appelait pas

autrement que « Mister Trotsky ». La « Pravda » publia, le 8 mars 1929, presque une page entière pour prouver que « Mister Trotsky » et non « Herr Trotsky » !) était en relations effectives avec Winston Churchill et Wall Street. L'article se terminait par ces mots : « On voit clairement pourquoi la bourgeoisie le paie avec des dizaines de milliers de dollars ! » Il s'agissait bien de dollars et non de marks. Le 2 juillet 1931, la « Pravda » imprima un faux fac-similé destiné à prouver que j'étais l'allié de Pilsudsky et un défenseur du traité de Versailles contre l'U.R.S.S. et contre l'Allemagne. Cela se passait au moment où les relations étaient plutôt tendues avec Varsovie, soit deux années avant qu'un projet d'alliance polono-soviétique vint à la surface.

Le 4 mars 1933, quand Hitler se trouvait déjà bien assis, les « Isvestia », organe officiel du gouvernement, déclarèrent que l'U.R.S.S. est le seul pays du monde qui ne nourrit aucune animosité contre l'Allemagne, « et cela indépendamment de la forme et de la composition du gouvernement du Reich. »

Le journal officieux français « Le Temps » écrit le 8 avril : « Au moment où la prise du pouvoir par Hitler agita fortement l'opinion publique européenne et fut partout vivement commentée, les journaux de Moscou gardèrent le silence ». Staline espérait toujours encore conserver l'amitié de l'Allemagne ! Rien d'étonnant si je continuais alors à rester un agent de l'Entente.

Le 24 juillet 1933, j'arrivais en France avec l'autorisation du gouvernement Daladier. Immédiatement, l'« Humanité », organe parisien de la diplomatie soviétique, déclara : « De France, foyer antisoviétique, il (Trotsky) attaquera l'U.R.S.S., — ici se trouve un point stratégique, et c'est pour cela que M. Trotsky s'y rend ». Et, à ce moment, je pouvais déjà célébrer le douzième anniversaire de mes services pour l'Allemagne !

Voilà quelques bornes diplomatiques sur la route du procès actuel. On peut augmenter infiniment le nombre des dates et des citations. Mais la conclusion est déjà non équivoque. Les actions de trahison des accusés ne constituent que le complément négatif des combinaisons internationales du gouvernement. Dès que les décors changèrent, les calculs diplomatiques changèrent également. Parallèlement à cela, le contenu de la trahison des trotskystes, — c'est-à-dire le contenu de leurs aveux d'une prétendue trahison changeait aussi. En outre, et ceci est le plus remarquable, les combinaisons et les intérêts d'aujourd'hui ont la force de transformer complètement les événements des vingt dernières années.

(Suite colonne ci-contre.)

en Espagne



Laisser l'initiative à l'ennemi et se tenir sur la défensive, comme le fait le gouvernement Negrin-Staline-Azana, c'est la mort pour une révolution comme pour une guerre civile.

Devant cette nouvelle offensive, la situation du gouvernement de Barcelone est critique... Peut-on conclure que tout est perdu, et que le fascisme est passé ?

Si cela ne dépendait que du gouvernement de Barcelone, on pourrait être certains de la victoire du fascisme.

Mais il existe d'autres facteurs qui jouent dans les événements d'Espagne, au-dessus du gouvernement Negrin.

Une intervention ouverte en Catalogne de l'impérialisme français, avec tous les risques d'un conflit mondial, retarderait la victoire mondiale du fascisme et transformerait toute la situation internationale.

Il paraît... que la France n'est pas disposée... dans les circonstances actuelles, à cause de la situation internationale, des dangers de guerre dans l'Europe centrale, de la guerre en Extrême-Orient, et à cause de la crise intérieure de l'U.R.S.S. qui peut faire éruption comme un volcan.

L'intervention de l'Italie et de l'Allemagne ne peut être arrêtée par une nouvelle

intervention de la France et de l'Angleterre, pour « défendre la paix » comme le prêchent les staliniens et la majorité de la II^e Internationale.

Ceci ne ferait que « déclarer » la guerre impérialiste mondiale entre la démocratie et le fascisme.

La seule intervention qui est un barrage à la guerre impérialiste et au fascisme, est celle de la classe ouvrière, pour la victoire de la révolution socialiste.

Pour cela, il faut placer au premier plan la lutte pour la libération de tous les emprisonnés antifascistes.

Le gouvernement doit céder la place à un gouvernement ouvrier-paysan, le seul gouvernement qui peut faire appel à la classe ouvrière mondiale pour la mobiliser contre le fascisme et le capitalisme.

Front unique de toutes les organisations ouvrières, sur la base d'une politique de classe. Libération des bolcheviks-léninistes et de tous les prisonniers révolutionnaires.

Rétablissement des libertés « démocratiques » ; liberté pour toutes les organisations partis ou groupes prolétariens ; constitution des Comités ouvriers, paysans et soldats, pour arrêter la marche sanglante du fascisme !

D'une semaine à l'autre

4 JUIN

Pendant que s'ouvre à Royan le Congrès du Parti Socialiste, le Gouvernement recherche laborieusement chiffres et formules pour donner aux fonctionnaires qui réclament le réajustement de leurs salaires, aux vieux travailleurs qui attendent la « retraite » promise et aux sinistrés de l'Agriculture qui demandent des indemnités... une apparence de satisfaction.

A cette occasion, attitude démagogique des staliniens, dont la motion est repoussée par les socialistes et par les radicaux.

5 JUIN

L'ex-collaborateur du Général Duseigneur — mais se souvient-on encore du « complot » et des cagouleurs ? — possède un nom à charnières : Guy de Douville-Maillefeu et il est en outre secrétaire général de l'U.C.A.D.

Il est aussi membre de plusieurs Conseils d'administration de sociétés en déconfiture. A ce titre, il vient d'être arrêté ; les détournements atteindraient quatre millions.

6 JUIN

Les mariners des Compagnies de navigation H.-P.-L.-M., Cinerna et Lyonnaise de Navigation sont en grève et établissent un barrage de péniches au confluent du Rhône et de la Saône.

— Aux Mines d'Anzin, 130 ouvriers occupés à la construction de bassins sont en grève.

7 JUIN

Ayant pris connaissance des mesures soumises au Ministère du Travail par les Grands Magasins, la Chambre syndicale des Employés a saisi le bureau de la C.G.T. :

« Les nouveaux salaires proposés seraient inférieurs à ceux du 1^{er} avril 1937, déclare-t-elle. C'est une véritable provocation. Nous demandons énergiquement le maintien des avantages acquis, la réglementation des licenciements. Cette bataille est voulue par les patrons ».

— Haguenau, au 12^e R.A., un canonier condamné par le Tribunal militaire à deux ans de prison pour refus d'obéissance, outrages et voies de fait à supérieur, revêt un treillis de corvée et s'évade du fourgon cellulaire sans éveiller l'attention.

— Dans l'Ariège, entre Aix-les-Thermes et Orgeix, neuf avions « inconnus » se sont délestés de leur chargement de bombes. Pas de victimes, mais ordre est donné aux bases aériennes des Pyrénées de donner la chasse à tout appareil survolant la région sans autorisation.

8 JUIN

Des cultivateurs bretons livrant leurs petits pois aux usines de conserves à des prix inférieurs à ceux qu'exigent les dorgéristes, quelques « chemises vertes » sont allées asperger les sacs de pétrole.

Les cultivateurs demandent que leurs petits pois soient payés 150 francs les cent kilos, alors que les usiniers ne veulent donner que 100 francs !

En 1937, ma vieille amitié pour Winston Churchill, Pilsudsky et Daladier était oubliée. J'étais devenu l'allié de Rudolf Hess et le cousin du Mikado. Pour l'acte d'accusation de 1938, mon ancienne qualité d'agent de la France et des Etats-Unis était tout à fait inadéquate ; par contre, l'amitié oubliée avec l'impérialisme britannique acquit une actualité extraordinaire. On peut prédire que si, dans les derniers jours du procès actuel, une liaison avec les Etats-Unis devait m'être attribuée, ce ne serait certainement pas comme agents du Président Roosevelt, mais comme allié de ses ennemis déclarés, des « Economics Royalists ». De cette manière, je continue, même dans ma « trahison », à remplir une fonction patriotique.

Coyoacan, le 8 mars 1938.

L. TROSKY.

Le programme des minorités syndicales

LES ouvriers révolutionnaires se cherchent. Il est temps d'établir entre eux un lien d'organisation pour résister au chauvinisme dans les rangs ouvriers, quelle que soit l'étiquette : stalinienne ou réformiste.

Un terrain où les ouvriers révolutionnaires peuvent plus facilement se grouper, c'est le terrain syndical. Un fait important est à ce sujet en préparation. Le cercle « Lutte de Classes » et le groupe d'opposition syndicale des « Amis de l'Ecole Emancipée » envisagent sérieusement le problème de leur unification. Ce regroupement est important. Les Communistes Internationalistes aideront de toutes leurs forces les efforts faits en ce sens, afin que ces efforts puissent avoir une portée, il faudrait que le programme de regroupement de ces oppositions soit un programme précis, un programme de lutte correspondant aux intérêts des ouvriers dans la période présente.

Mais il ne faut pas que les ouvriers révolutionnaires se limitent à attendre ce qui résultera des pourparlers en cours et des conférences comme celle de dimanche dernier, à laquelle nous donnons ici une large place. Il faut, en même temps, que, dans les usines, dans les entreprises, tous ces militants épars, des courants d'opposition différents, se regroupent autour d'un programme de revendications correspondant aux ouvriers de ces industries et de ces entreprises, animent, gagnent la section syndicale, soient les meilleurs défenseurs des ouvriers ou des employés dans leur lutte.

Le travail au sein de la section syndicale n'exclut nullement pour eux le travail révolutionnaire à l'égard de tous les autres ouvriers d'usine, leur lutte pour un programme minimum et en face de l'arbitraire des directions syndicales existantes, leur lutte ouverte pour une autre orientation syndicale. Cette lutte peut, dans des cas précis (comme ce fut le cas de Citroën-Epinettes) et quelques autres usines, pousser des minorités révolutionnaires à présenter elles-mêmes des délégués aux élections.

Tout doit être fait pour, au sein de la section syndicale, contraindre les bonzes à l'application de la démocratie, donc à un nombre proportionnel de délégués selon l'orientation. Mais quand ils s'y refusent, quand ils manœuvrent, quand ils veulent délibérément briser la démocratie syndicale, l'exemple de Citroën-Epinettes démontre que les ouvriers révolutionnaires n'ont rien à craindre et doivent faire appel à l'ensemble des ouvriers.

Ce qui fait la force des staliniens dans les usines à l'heure présente, c'est qu'avant que le parti communiste fût ce qu'il est, les ouvriers révolutionnaires qui le composaient étaient à l'avant-garde des luttes prolétariennes dans la C.G.T.U. (quelques réserves qu'on puisse faire sur leur tactique à l'époque). C'est la pénétration dans les usines qui a permis aux staliniens d'utiliser cette pénétration au profit de leurs positions actuelles de liquidateurs du communisme.

C'est donc dans les entreprises que les minorités révolutionnaires doivent se démontrer les plus combattives pour l'intérêt des ouvriers, les plus aptes à la défense de ces intérêts, les plus responsables dans les mouvements, sans jamais accepter d'être prisonnières des syndicats.

Nous donnons en page 6 le manifeste adopté par l'assemblée des minorités.

« LA COMMUNE »

est en vente dans les kiosques et dans les groupes tous les vendredis.

Dix pages minimum. Le numéro : Cinquante centimes.

Demandez-la ; diffusez-la ! Soyez, de Paris ou de province, son lecteur et son correspondant.

Dans la nouveauté

A l'offensive du patronat

Préparons la grève générale

Luttons pour le contrôle ouvrier !

3.500 licenciements. Les dirigeants des sous-sections syndicales et des délégués du personnel y compris. Tel est le bilan des licenciements de février à juin 1938.

Le patronat de la Nouveauté juge le moment opportun de passer à une attaque encore plus décisive et ce sont ses dernières propositions de : réduction de 20 % des salaires, retrait de l'échelle mobile, suppression des 5/8 et du roulement.

La Nouveauté, jusqu'alors, n'avait à son actif que des succès dont le dernier était l'arbitrage Villette favorable à l'application de l'échelle mobile.

Si ce dernier fut rendu ainsi, ce n'est que grâce au fait qu'il y avait une question de droit à régler et uniquement cela.

De payer des salaires présentant des écarts de plusieurs centaines de francs sur les autres employés parisiens est intolérable pour le patronat et celui-ci engage une offensive de grand style.

Cette tentative n'est probablement pas due au hasard et la leçon de la grève du 14 décembre reconduisant la convention collective de la Nouveauté a servi. Cette bataille engagée à contre-cœur et orientée uniquement sur les avantages acquis, sans aucune amélioration, a révélé la mesure de la combativité des employés et l'avant-garde dont il fallait se séparer. Le travail a été bien fait. Successivement, chaque magasin était frappé et l'ensemble des employés n'étant pas alerté et orienté n'a pu y résister.

La mesure atteignant son comble, la direction syndicale organise une campagne d'affiches car la chute des effectifs syndicaux devient dangereuse pour elle et se réfugie dans l'organisation de démarches auprès de tous les ministères et groupes politiques.

Toute la machine bureaucratique syndicale va, paraît-il, être mise en mouvement, mais une réunion devant traiter de ces problèmes est annulée pour être remplacée par une conférence sur la nationalisation du pétrole au Mexique.

Mais les employés attendront et l'offensive patronale ne cessera pas.

Le problème actuel dépasse le cadre de leur corporation.

LE 5 juin dernier, l'« Ecole Emancipée » organisait une conférence syndicale à laquelle elle conviait toutes les tendances minoritaires de la C.G.T., en opposition avec la politique actuelle de celle-ci. A cet effet, des communications avaient été adressées à toute la presse de tous les groupements d'extrême gauche. Pour « La Commune », la communication qui nous fut adressée en temps utile ne nous parvint pas, faute de quoi nous n'avons pu l'insérer. Cette conférence réunissait, avec les représentants de l'« Ecole Emancipée », ceux du cercle « Lutte de Classes » ainsi que des syndiqués appartenant au P.C.I., d'autres au P.O.I.

Margaillan, ouvrant la séance comme rapporteur, exposa pourquoi le groupe de l'« Ecole Emancipée » cherchant à coordonner le travail des diverses minorités syndicales au sein de la C.G.T., avait convoqué cette conférence. Il rappela d'abord que ce groupement ayant de nombreuses liaisons possédés des forces dans 72 départements et que dans certaines régions comme l'Adour et le Maine-et-Loire, il a pu intervenir dans les congrès d'union départementale.

Il répondit aux objections qui ont pu être faites jusqu'ici contre l'« Ecole Emancipée » notamment de créer un nouveau groupe et d'être sympathisant au trotskysme.

Nous ne sommes pas trotskystes, bien que nous nous élevons contre les procès de Moscou. Notre but est de faire un front unique entre les différents courants minoritaires qui existent au sein de la C.G.T. Nous devons essayer de faire peu, mais rapidement.

Après avoir exposé le but de la conférence, il envisagea les moyens de réaliser ce front unique syndical et proposa qu'il soit envisagé pour l'avenir : 1) un bureau central de trois ou quatre membres, puis un Conseil national groupant les membres de province désignés par les groupes départementaux ; 2) que ces responsables ne soient pas rééligibles ; 3) qu'un journal soit édité avec un financement par timbres, cartes, souscriptions, lui permettant une vie indépendante et régulière.

Il proposa, dès à présent, la nomination d'un bureau provisoire.

LE COIN D

Lequel d'entre eux ne comprendra pas que du fait de l'abandon par la C.G.T. de la lutte pour l'échelle mobile qui contraint le patronat de la Nouveauté à ne pouvoir supporter des hausses successives de salaires.

La leçon est qu'il n'y a pas de maintien des réformes sociales en régime capitaliste. Qu'aux licenciements successifs on devrait opposer l'abolition du secret commercial et le contrôle ouvrier.

Mais la lutte pour ces mots d'ordre ne peut plus être menée à l'échelle d'une corporation, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui doit s'y engager.

Le mot d'ordre de grève générale répond aux aspirations de chacun pour faire un barrage à l'offensive patronale. Mais il faut la vouloir et l'organiser.

Cela, la direction syndicale noyée dans la collaboration de classe et l'Union sacrée n'y consentira pas.

Elle va tenter de canaliser le mécontentement dans les congrès de Front populaire.

S'il fallait un exemple de la valeur de l'action directe, celui des receveurs du Palais de la Nouveauté est éclatant.

Dans bien des magasins, l'indemnité de congédiement n'a pas été allouée malgré des jugements accordant celle-ci par les prud'hommes, etc...

Il a suffi qu'au Palais de la Nouveauté une manifestation vigoureuse des receveurs et leur volonté affirmée résolument de toucher cette indemnité pour qu'ils perçoivent cette indemnité, alors que cette entreprise est en faillite et pouvait se réfugier derrière le syndicat.

Cette leçon est la plus importante des derniers jours. L'action de classe a fait reculer le patronat.

Que les militants se ressaisissent, se regroupent pour écarter et donner leur propre direction à leur lutte par les Comités d'entreprises indépendants de toute tutelle syndicale.



Réalisation du
des minorités
C. G. T.

Guilloré, au nom du cercle « Lutte de Classes », donna une réponse favorable à l'appel lancé par le camarade Margaillan, mais aussitôt il exprima ses appréhensions sur les possibilités d'action dans ce front unique. L'ensemble de son exposé fut axé sur l'indépendance totale du syndicalisme, indépendance nécessaire pour certains, expliqua-t-il, par opportunité, pour résister au courant stalinien.

Comme Margaillan, il apporta des renseignements sur ce qu'avait fait le cercle « Lutte de Classes » ; son activité dans la métallurgie, le bâtiment, la parution du « Réveil syndicaliste » par ses propres moyens.

Il protesta contre le jugement du rapporteur sur le Front populaire. Selon lui, le Front populaire n'aurait pas trahi, mais il n'a donné que ce qu'il pouvait sans plus.

Tout au long de son exposé, il revint sur la nécessité de l'indépendance du syndicat vis-à-vis des groupements politiques, du Parlement ; il déclara vouloir l'indépendance complète du syndicat surtout en cas de prise du pouvoir par le prolétariat. Il condamna la cohabitation avec les organismes politiques et, s'il consentit à ce que l'appel lancé par la conférence soit diffusé par la presse, il s'opposa à ce que les journaux d'organisations politiques publient les communications du groupe des minorités syndicales qui se forme à cette conférence.

Sa péroraison se termina et sa position politique se précisa même si, malgré lui, il voulait évincer toute opinion politique, en déclarant qu'il préférerait retirer son épingle du jeu tout de suite si le groupe devait être lié à une organisation politique. Il déclara intolérable qu'une organisation politique puisse s'exprimer comme telle dans cette conférence, ceci comme par hasard contre les militants trotskystes qui devaient intervenir après lui.

Ce fut Bardin, du P.O.I., qui lui répondit immédiatement, expliquant ce que cache cette fameuse « indépendance » du syndicalisme genre Jouhaux. Il souligna qu'un membre du syndicat ne peut avoir deux positions politiques différen-

U PROLO

A L'USINE CITROËN-EPINETTES
LES STALINIENS PERDENT
PLUS DE DEUX CENTS VOIX

Le 1^{er} juin avait lieu à l'usine Citroën-Epinettes, l'élection de deux délégués, un titulaire et un suppléant.

La Section syndicale représentait les deux délégués sortants, les staliniens Dubacq et Got, dont la candidature avait été ratifiée par une soi-disant Assemblée générale qui ne groupait que 68 (soixante-huit !) syndiqués sur les 603 que compte l'usine.

L'Union Corporative Citroën, fasciste, présentait également deux candidats.

Devant le refus de la direction de la Section syndicale d'organiser une nouvelle Assemblée générale et de consulter l'ensemble des syndiqués, notre camarade Trocello posa sa candidature, sur un programme nettement révolutionnaire.

Un camarade socialiste de la gauche posa également sa candidature au poste de délégué suppléant.

Malgré une fielleuse « mise en garde », malgré les manœuvres des bureaucrates qui annulèrent un certain nombre de bulletins portant le nom de Trocello comme délégué suppléant, les résultats furent loin de répondre aux espérances des staliniens. Ils furent, en effet, les suivants :

Délégué titulaire :

Trocello : 66 voix.

Candidat stalinien : 342 voix.

Candidat fasciste : 79 voix.

Délégué suppléant :

Laurens (G.R.) : 131 voix.

Candidat stalinien : 341 voix.

Candidat fasciste : 51 voix.

Alors que les délégués sortants avaient été élus, l'an dernier, à la quasi-unanimité, ils obtiennent, cette année, seulement 342 voix sur 564 suffrages exprimés, perdant ainsi plus de 200 voix.

Un certain nombre de celles-ci sont allées aux

Front unique syndicales de la



tes, une qu'il défend au syndicat, l'autre qu'il défend dans son organisation.

Comme président de séance, Bouet intervint alors pour expliquer qu'en effet un militant communiste comme il le fut lui-même ne pouvait se dédoubler politiquement, mais il insista pour que Bardin parle comme syndiqué, ce qui permit à celui-ci de développer le mot d'ordre de la création de comités d'usines.

Après lui, Dichamp, du cercle « Lutte de Classes », du bâtiment, soutint la position de Guilloré dénonçant la politique néfaste dans les syndicats en U.R.S.S. Il s'éleva contre l'ancienne C.G.T.U. et parla, en passant, de Kronstadt. Il insista sur la nécessité de faire reculer la direction syndicale sur les dérogations aux 40 heures, en évitant toutefois de se faire exclure. Il s'attaqua à Bardin disant qu'il était venu réciter une leçon qui n'exprime pas la pensée des ouvriers. Il expliqua que la charte d'Amiens est imparfaite, que c'est le mouvement syndical qui devra réaliser la conquête totale des leviers économiques et prendre en mains le pouvoir et l'organisation du pays.

Quant à Treint, il fit une intervention pour demander que l'on s'adapte aux nouvelles conditions de lutte. Il rappela que Lénine avait souvent eu tort dans ses méthodes de lutte. Il déclara que comme une guerre serait terriblement néfaste au prolétariat, il faudrait s'y opposer de toutes ses forces, de même qu'à une révolution qui ne serait pas actuellement progressive. Il faudrait trouver une méthode pour éviter un choc violent. Il s'éleva pourtant contre les pacifistes genre Hagnauer qui, au sein du syndicat, ne peut même pas émettre un vote contre la guerre.

Un membre du syndicat de l'Enseignement secondaire fit ensuite un exposé genre Nouvel-Age, expliquant que le syndicalisme a pour objet de substituer au système juridique capitaliste institué, un droit ouvrier qui soit en opposition totale au système établi, il conclut en disant qu'il faut « attendre » la faillite du capitalisme et sa substitution par le régime prolétarien, par la non violence.

Un de nos camarades, Trocello, intervint alors,

fascistes ; les autres sont celles des ouvriers pour lesquels la lutte de classes n'est pas un vain mot et qui, passant par-dessus le fallacieux prétexte de la « discipline syndicale », entendent signifier leur défiance aux staliniens d'union sacrée et aux bonzes réformistes qui conduisent le prolétariat à la défaite.

Dès maintenant se dégage à l'usine Citroën-Epinettes une minorité, encore faible, sans doute, mais qui montre la voie dans laquelle demain devront, pour vaincre, s'engager les exploités.

Lettre de la caserne



Récemment se déroulait à Caen le Congrès annuel de l'U.N.C. Trois musiques militaires étaient mobilisées à cette occasion : celles des 39^e de Rouen, 129^e du Havre, 8^e de Cherbourg. Remarquons que la présence de l'armée au congrès de ces « défenseurs de la Paix » ne donnait pas un caractère bien pacifique à la « fête ».

Le mercredi soir, veille du Congrès, retraite aux flambeaux sur des rues de parcours, et fête de nuit jusqu'à minuit ; nouvelle marche de quelques kilomètres pour regagner nos casernes et coucher à 1 heure. Le jeudi, lever à la première heure et avec seulement un bout de chocolat et un morceau de pain dans le ventre, défilé de deux heures au pas cadencé dans les rues de Caen.

Pour nous remettre, écouter, debout pendant une heure, et demie, les discours de ces messieurs tous plus chauvins les uns que les autres. Dîner à 13 heures et l'après-midi, concert.

Mais ne nous plaignons pas, car nous avons eu le grand « honneur » de défilé devant Pétain et d'entendre son discours. Il a peut-être cru, étant « sauveur de la France » que les accents pathétiques de son discours avaient ému les soldats. On pouvait s'en rendre compte en voyant avec quel air narquois ils l'écoutaient.

Car, malgré les trahisons des chefs, les soldats qui sont des prolétaires ont conservé l'idéal révolutionnaire. On leur défend de parler et de penser et quand Pétain dit : « les Français sont capables de tout », nous répondons : « Ils sont même capables de balayer leurs oppresseurs ».

Un groupe de musiciens des 129^e, 39^e et 8^e.

apportant son expérience de métallo dans la discussion. Il expliqua comment, par un travail inlassable, malgré les difficultés et les manœuvres que lui prodigèrent les staliniens, il a pu réussir à l'intérieur de l'usine, à ce qu'une soixantaine d'ouvriers se prononcent sur son nom comme délégué, même connu comme la « bête trotskyste » de l'usine, bien qu'au début de son travail dans l'usine, les staliniens le faisaient passer pour un fasciste.

Un de nos camarades des Employés rappela qu'après avoir tenté vainement de travailler en commun avec les membres du Cercle « Lutte de Classes », employés, il n'avait pu réussir à y parvenir.

Il expliqua que toute une couche d'employés cherchent leur voie et qu'il est grand temps de les grouper sur une plateforme d'action. Il propose de réaliser une opposition syndicale sur les mots d'ordre que défend la commission syndicale du P.C.I. et dont il donne lecture.

Un autre de nos camarades métallistes, mêlé aux grèves successives des métaux, constata enfin que la polémique entre l'Ecole Emancipée et le Cercle Lutte de Classes devait prendre fin. Il souligna que si Guilloré et Dichamps représentaient le bureau du Cercle Lutte de Classes, ils ne pouvaient parler au nom des membres de ce Cercle qui, pour une forte minorité, s'étaient prononcés dans plusieurs réunions pour un travail sur une base politique oppositionnelle révolutionnaire, demandant que le Cercle cesse d'être un cercle de discussions pour devenir un groupe d'action.

Il conclut en demandant la réalisation du front unique des minorités syndicales sur une plateforme d'action.

Une commission provisoire fut constituée après la discussion, composée de 9 membres, 3 de l'Ecole Emancipée, 3 du Cercle Lutte de Classes et 3 pris parmi les membres de la Conférence.

Un tract que nous donnons ci-dessous fut proposé aux membres de la Conférence qui l'adoptèrent avec quelques petits amendements.

Il représente le premier appel du groupe des minorités syndicales de la C.G.T., constitué à cette Conférence.

ON NOUS ÉCRIT :

Rosengart

« La Commune », dans son dernier article, est imprécise sur la répression qui a sévit chez Rosengart. Les ouvrières ont été bel et bien renvoyées ; les déléguées ont été mises à pied et ce sont les ouvriers qui se sont cotisés pour indemniser les ouvrières.

Ce qui est caractéristique, ainsi que « la Commune » le mentionnait, c'est le silence complet fait autour de cette répression par la section syndicale qui, par ce silence, favorise le jeu de la répression patronale.

L'hygiène à l'atelier de mécanique.

La mécanique est composée de vieux bâtiments, sans aucune aération ; trois postes de soudure autogène y existent ; la fumée de la soudure se répand dans l'atelier de mécanique. Ouvriers et ouvrières sont peu à peu intoxiqués sans même toujours s'en rendre compte. Il faut mettre un terme à cela. »

Auto-Bineau

« La Commission exécutive syndicale a choisi chez nous des candidats-délégués parmi les ouvriers qui étaient contre la dernière grève ! Comme nous en parlions à un dirigeant de la section, il nous a été répondu textuellement : « ceux-là, au moins, on sait ce qu'ils veulent, mais vous... »

Il faut à Auto-Bineau présenter une liste de délégués parmi ceux qui furent les plus responsables et les plus sérieux dans les grèves.

... Remarquez qu'à Auto-Bineau, on n'est toujours pas fixés sur les vacances. »

Chez les métallistes

UNE ASSEMBLÉE DES CADRES DANS LES MÉTAUX DE LA RÉGION PARISIENNE

« La résolution adoptée à l'assemblée des cadres de la région parisienne fait partie de la série des moyens employés par les bureaucrates syndicaux afin de faire croire aux ouvriers qu'ils font quelque chose pour l'Espagne républicaine.

Blum a pour charge d'expliquer cyniquement la position de la bourgeoisie à l'égard des événements d'Espagne. Thorez, Croizat et autres ont pour charge de faire avaler cette résolution par des meetings, des collectes épuisantes et en général tout ce qui sert de soupape de sûreté. Mais quand on voit dans la résolution qu'il est écrit que les ouvriers métallurgistes se déclarent : « ... contre les projets de fermeture « totale » (sic) de la frontière » on comprend très bien que c'est pour faire avaler le projet de fermeture partielle... »

Le Congrès des Métaux approche. Vous avez une brochure dont vous parlez depuis cinq semaines. Quand sera-t-elle éditée ?

Je n'ai pas eu le temps de passer à la permanence cette semaine mais si vous faites un tract, orientez-le sur le congrès des Métaux. Il faudrait que les métallistes communistes internationalistes l'aient dans les délais les plus courts. »

Les tracts et brochures ont été retardés comme impression par la parution de « la Vérité » et seront à la disposition des Métallistes à la prochaine assemblée générale.

La suggestion que fait le camarade sur le Congrès est tout à fait juste et nous en avons tenu compte pour des modifications du texte de la brochure. (N.D.L.R.)

FONDS DE SECOURS ROUGE

Pour apporter aux émigrés révolutionnaires l'aide qui leur est due,

Pour les arracher aux griffes de la police bourgeoise française et internationale,

Pour sauver du Guépéou et des dénonciations staliniennes,

SOLIDARITE !

Faites parvenir votre obole au plus tôt, en versant les fonds au :

Compte Chèque Postal : Archambau
175.876

46, rue Antoine-Marie-Colin,
à Vitry-sur-Seine (*)

(*) NE PAS ÉCRIRE À CETTE ADRESSE !

Adresser la correspondance :

à « LA COMMUNE »

36, rue du Château-d'Eau, à Paris

Que les camarades étrangers qui nous écrivent donnent toujours l'adresse d'un camarade français pour la réponse.

Dans les P. T. T.

En dépit des comptes rendus relatifs aux Congrès de la Fédération postale, que chaque délégué avait le devoir de faire devant sa section, la Région parisienne du Syndicat général des Employés a jugé bon de convoquer une assemblée d'information la semaine dernière à la Bourse du Travail.

Sans doute, le mécontentement déjà manifesté avant les assises de Vichy s'est encore élargi, à la suite de certaines décisions adoptées par les congrès, et malgré le travail de persuasion fourni par les responsables des sections de base, le découragement et les démissions n'ont pu être enrayerés.

Afin de remédier à cette situation, l'état-major de la Fédération et de ses trois groupements : Perrot, Gourdeaux, Moreau, Boutems, Garraud, Mazal, Fraize, Fleury, etc., devaient prendre la parole et retaper le moral des travailleurs des P.T.T.

Il ne semble pas que l'objectif ait été atteint ; un millier de postiers seulement, d'après l'évaluation même de Fleury, avaient répondu à l'appel de l'organisation syndicale, alors que la région parisienne des Employés groupe une dizaine de milliers d'adhérents.

Par mesure de précaution, un service d'ordre parfaitement stylé avait la tâche de mater la moindre opposition qui pouvait se manifester contre les discours endormeurs de la bureaucratie syndicale. A peine un camarade, dans la salle, lançait-il une réflexion qu'aussitôt la meute des chiens de garde bondissait sur lui et lui montrait les « douceurs de la démocratie » selon la conception des hautes sphères.

Des discussions des congrès de Vichy, il n'en a été qu'assez peu question. Le contenu des interventions reste sensiblement le même que précédemment : confiance dans l'organisation syndicale et dans le Front populaire.

De la motion de Vichy sur l'orientation syndicale, il ne reste déjà plus rien. Combien nous avions raison de souligner le caractère négatif de cette résolution dans nos précédents articles !

La seule question qui, parmi tous les exposés, retient l'attention des travailleurs des P.T.T. concerne le relèvement des traitements. Laverne est venu apporter le point de vue du Cartel des Fonctionnaires et des précisions sur la revendication formulée par Charles Laurent qui fait actuellement l'objet de délibérations gouvernementales : Il est réclamé un relèvement du traitement de début qui serait porté à 14.000 francs ; au-dessus de 26.000 francs, 10 % d'indemnité de vie chère.

Cette augmentation, le prolétariat postal la désire depuis longtemps. Mais il est indispensable de dénoncer la méthode qui consiste à faire confiance à l'activité syndicale basée sur les mêmes moyens que ceux utilisés jusqu'à ce jour. Son inefficacité n'est plus à démontrer. Les revendications essentielles demeurent toujours. Aussi, il n'y a plus de miracle à attendre du mode réformiste. D'ailleurs c'est se moquer abusivement des postiers que de leur faire croire à la possibilité d'une telle revalorisation. Chacun sait que la retraite des vieux, le relèvement des traitements des fonctionnaires, les indemnités pour calamités agricoles sont des problèmes dont la solution doit se réaliser dans le même temps, d'après les décisions du Parlement. Ces questions nécessitent un crédit global de 7 milliards.

Jamais la bourgeoisie n'acceptera d'octroyer aux travailleurs une somme semblable. Tout ce qui n'intéresse pas la Défense Nationale provoque son opposition.

C'est pourquoi la seule méthode qui puisse la faire reculer et la contraindre à accorder des satisfactions à la classe ouvrière, consiste à envisager la lutte par l'action directe et la grève générale.

NOS ECHOS

QUE SE PASSE-T-IL A NOUVEL-AGE ?

Comme il fallait s'y attendre, la confusion politique de « Nouvel-Age » s'accompagnait dans les confusions non moins égales au dit pour ne pas être sévère...

« Nouvel-Age », du 31 mai, réserve une page entière pour l'explication des démêlés entre Valois, Darbois, Boirard, etc., et nous nous apercevons une nouvelle fois que tous ces moralistes qui ont bien souvent des calomnies à la bouche contre les militants révolutionnaires qui font de gros efforts pour arriver à faire sortir leur presse, sans aucun autre moyen qu'un sacrifice constant, ces grands moralistes, donc, ont entre eux des histoires de prêts, de sociétés immobilières et toutes sortes d'autres choses qui nous permettent de les prier une fois pour toutes de balayer devant leur propre porte.

La lecture de « Nouvel-Age », si cela continue, va devenir intéressante.

OU « L'HUMANITE » EXAGERE...

Le nommé Chauchois qui, dans les ministères de Front populaire successifs, était un homme de confiance de Paul Faure et de Dormoy, a évidemment utilisé la provocation stalinienne de Ferro-Gottlieb contre les trotskystes pour tenter de compromettre Marceau Pivert.

« L'Humanité » cite cela de la sorte : « ... Il souligne les liaisons de Marceau Pivert avec les exclus des Jeunesses socialistes. Il précise même que l'un d'eux, après son exclusion, a été employé au pavillon allemand de l'Exposition. Lorsque nous avons, nous communistes, dénoncé les trotskystes comme des agents liés à Hitler et à la Gestapo, on nous raillait : souvent même on est allé plus loin... »

Mais « L'Humanité » oublie de dire que Ferro-Gottlieb était au service du Guépéou, que nous l'avons dénoncé à l'époque bien avant « L'Humanité », considérant que c'était là un acte salubre. Même si l'autre tendance bolchevik-léniniste croyait utile à tort de faire le silence...

UN MEMBRE DU P.O.I. PARLE

Vous nous critiquez toujours, par exemple en ce qui concerne le Mur. Vous ne comprenez pas que sans le front unique, le fascisme passerait. Vous n'avez rien compris aux leçons de l'Allemagne.

Comme nous parlions de l'affiche qui couvre les murs de Paris avec comme titre « LA FRANCE EST-ELLE FASCISTE » et comme texte, un

texte chauvin, comme orateurs Jouhaux qui a approuvé les décrets contre les émigrés, qui les a même sollicités... Caporelli qui les a bruyamment approuvés... et Gérard Rosenthal, membre du P.O.I. et avocat (?) avant tout, le camarade nous répliqua :

« Je vous ai déjà dit que vous n'aviez tiré aucune leçon de la défaite en Allemagne... »

Que peut-on répondre à un militant qui se prétend bolchevik-léniniste et tient un pareil langage, le heurter en soulignant son ignorance sur toute notre lutte quant au problème du front unique ? Nous lui avons répondu : « Trotsky a dit : marchons séparément, frappons ensemble... Il n'a pas dit : marchons séparément, parlons ensemble... » L'imperturbable poïste nous répliqua : « C'est de la littérature »

Il n'y avait plus qu'à tirer l'échelle.



Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom

Adresse

souscrit un { 3 mois 8 fr.
Abonnement de { 6 mois 15 fr.
1 an 30 fr.

et adresse le montant au compte postal

Brausch 1773-07, Paris

Le P. C. perd ses troupes

Nous publions ci-dessous une lettre gagnée dans le plus pur style jésuite où le P.C. bat le rappel de ses cellulars. Il se plaint de leur absence alors que, eux, les appointés, sont toujours au boulot (à quel prix ?).

Pour conserver les éléments révolutionnaires on s'affirme être pour la Révolution et à la fin on défend la mission historique de la France (on ne dit pas laquelle).

Que nos bonzes stalinien s'étonnent de cette attitude alors que leurs membres sont les premiers à quitter la cellule à laquelle on a adhéré avec un beau bon bulletin tricolore dans la période de victoire.

Et si encore ils ne quittaient que le P.C., mais ceux-là mêmes sont les premiers à quitter même la C.G.T.

Quel dommage de ne plus conserver des éléments disposés à ne plus vouloir accepter cette politique si souple qu'ils ne peuvent comprendre.

Où iront-ils ? Avec l'éducation qui leur a été donnée, aux mouvements démagogiques fascistes, si faciles à adopter.

Les éléments révolutionnaires se grouperont sous l'étendard sans tache de la IV Internationale.

Paris, le 30 mai 1938

Cher Camarade,

Malgré que le Parti communiste soit le plus grand et le plus fort Parti des masses laborieuses de notre pays, c'est toujours une chose grave pour un sympathisant que de signer un bulletin d'adhésion, parce que notre Parti est et reste le Parti de la Révolution et que tous ceux qui entrent dans son sein contractent un engagement sérieux envers leur classe.

Pour nous, c'est un fait encore plus grave de perdre un adhérent sain, car un membre politiquement bien éduqué n'a aucune raison valable de se retirer de nos rangs, la ligne politique de notre Parti — qui peut parfois déconcerter par sa souplesse des militants mal renseignés... ayant été très juste en toutes circonstances ; et le peuple de notre pays la comprend et lui confie toujours davantage ses espoirs, comme le prouvent toutes les élections partielles qui ont eu lieu aussi bien à Paris que dans les campagnes les plus reculées.

Or, nous vous comptons parmi les nôtres et vous avez abandonné le Parti.

Le bureau de la Section s'est penché sur ce problème exceptionnel (avec beaucoup de retard, il est vrai, et il s'en excuse) et il s'est ému de cette situation. Il nous appartient de défendre la cohésion du Parti. Communistes conscients qui devons pratiquer une autocritique saine de notre travail, nous voudrions connaître le motif de votre départ ; si des erreurs se sont produites dans le travail de la cellule ou de la section, s'il y a eu un manque de liaison entre la section et votre groupe, si le bureau n'a pas su remplir ses tâches, si la cellule n'a pas joué son rôle politique d'organisation et d'éducation de ses membres et des travailleurs de l'entreprise, si dans votre sphère ont pu se glisser quelques désaccords avec la ligne politique du Parti, il faut éclaircir la situation, il faut connaître l'origine du mal pour le guérir.

Nous vous demandons instamment de nous y aider.

Que vous désiriez revenir dans notre grande famille communiste ou non, répondez à notre invitation, venez au siège de la section le jeudi 9 juin à 21 heures, et si vous ne pouvez venir ce soir-là, venez le lendemain à 19 heures. Même si vous estimez que la question n'est pas digne de votre intérêt, que ce serait sacrifier une soirée, eh bien ! venez tout de même, en considération du fait que ce sont des militants qui font loyalement appel à vous, des camarades persuadés que leur Parti saura guider la France vers sa destinée historique et qui veulent contribuer de toutes leurs forces à cette œuvre.

En attendant le plaisir de vous voir, acceptez, Camarade, l'expression de nos sentiments fraternels.

Pour le Secrétariat de la Section,

AVIS AUX MILITANTS DU P.C.I.

Ainsi qu'il est mentionné dans la convocation de la Région Parisienne, un bulletin intérieur sera édité vers la fin de la semaine. Il comporte une partie des documents sur la crise de la section mexicaine qui comprennent l'article publié à ce sujet dans le dernier numéro de La Commune.

Ainsi qu'il est mentionné dans la convocation, les militants pourront le prendre au siège, 36, rue du Château-d'Eau, de 18 à 20 heures, à partir de mardi prochain.

La TRAGÉDIE de L'ÉMIGRATION RÉVOLUTIONNAIRE

L E décret Sarraut contre les « étrangers » a fait beaucoup de bruit, a « ému » les démocrates et beaucoup d'autres...

Les « protestations » n'ont pas manqué, ni les démarches de personnalités, de la « Ligue des Droits de l'Homme », du « Groupe des Avocats Socialistes », de parlementaires S.F.I.O., et d'une série de comités comme le S.I.A., parti socialiste et communiste, etc...

Les résultats ?... La police reste l'arbitre des décisions pour expulser les « indésirables », refoulés, et les autres cas prévus par les articles du décret-loi. Pouvaient-ils en être autrement ?... Lorsqu'on reconnaît le « droit et la nécessité à la République de se défendre »... comme on peut le lire dans le « Nuovo Avanti » et dans tous les communiqués de la Ligue des Droits de l'Homme, du groupe parlementaire socialiste, etc., et qu'on demande une application plus humaine et favorable aux réfugiés antifascistes, ce qui est une misérable manœuvre !... Si on accepte la cause, les effets ne peuvent manquer.

Un autre gouvernement Tardieu-Laval, qui n'eût pas été de Front populaire, se serait trouvé dans l'impossibilité d'appliquer un décret aussi infâme comme celui de Sarraut contre les « étrangers » et les prolétaires révolutionnaires, sans soulever la colère de la classe ouvrière pour mettre en échec le gouvernement de la réaction. Mais avec les gouvernements de Front populaire, tout passe, jusqu'à en arriver au fascisme.

Le décret Sarraut a placé des milliers d'émigrés révolutionnaires antifascistes (qui sont les plus frappés) devant une alternative très grave : ou se rendre au fascisme de leur pays d'origine, ou entrer et sortir des prisons des démocraties, expulsés comme des « indésirables » d'un pays à l'autre. Ce sont ces émigrés prolétaires antifascistes qui ne trouvent pas un pays démocratique qui leur donne asile et travail, condition de vivre et de lutter.

Nous ne parlons pas des 2.563.531 travailleurs étrangers vivant en France, dont la moitié sera expulsée dans leur pays, qui vont grossir l'armée des esclaves et des chômeurs, et être soumis à la terreur du fascisme après avoir été exploités dans les mines, dans les bagnes des chantiers, dans les travaux les plus durs, pour le profit de l'impérialisme démocratique.

Le plus grand nombre d'expulsés ou de refoulés sont Italiens, Polonais, Allemands, Espagnols, vivant en France est le suivant :

Italiens, 897.732 ; Polonais, 463.143 ; Allemands, 49.786 ; Espagnols, 410.183 ; Hellènes, 21.272 ; Arméniens, 51.149, etc...

Qui est au service du fascisme ?

La presse fasciste italienne, le « Popolo d'Italia », le torchon fasciste Giannini-Labriola et les autres... ont salué le décret Sarraut « comme une contribution à la lutte internationale conduite par le fascisme contre tant d'indésirables révolutionnaires et terroristes, qui empestent le monde ; et qui sont exterminés pour toujours en Italie par Mussolini ».

Mussolini ne tardera pas à remercier dans les notes de son journal les divers Nenni, Grieco, comme il le fit pour Staline, lors des « procès » de Moscou. Ces milliers de prolétaires expulsés, formant une masse antifasciste en France, « seront mieux surveillés dans les déportations et les prisons de la police fasciste italienne ou allemande. »

Mussolini ne craint pas les Nenni, Tasca, Togliatti, Nitti, mais les masses émigrées en France qui vivent hors d'Italie...

Jeter ces masses en Italie ou en Allemagne est le plus grand service rendu au fascisme par le Front populaire français et par l'antifascisme italien réformiste-stalinien et de « Giustizia e Libertà ».

Le Front populaire, qui avait déclaré « le droit d'asile sacré pour les antifascistes » et les partis réformiste-stalinien émigrés qui avaient promis le « statut juridique » des étrangers, et bien d'autres choses encore... sont démolis...

Pour les ouvriers révolutionnaires, cela constitue déjà un passé de promesses mensongères et

d'illusions, devant servir à mater la conscience de la classe ouvrière, pour laisser passer la politique du Front populaire.

La bureaucratie de Staline

à l'avant-garde de la répression

contre les travailleurs étrangers

Pour justifier l'action policière du décret Sarraut contre les « étrangers indésirables », « terroristes, trotskystes », le stalinisme parle de l'hospitalité offerte par la Russie et l'Espagne... « Ceux qui ne peuvent ou qui ne veulent entrer en Russie ou en Espagne doivent être livrés à la police de leur pays d'origine. » La sentence est donnée. Il n'existe pas d'autre alternative : ou se soumettre au bonapartisme du thermidor de Staline, ou bien la démocratie vous livre à la dictature fasciste.

Nous posons le problème autrement... Les protestations des démocrates, les démarches des députés, l'offre d'asile de la Russie, des assassinats de Zimoviev, Leon Sedov, etc., les meetings sans lendemain, le vote d'ordres au jour « passe-partout » comme il a été fait jusqu'à présent ne résolvent rien. Un Caporali et un Gérard Rosenthal, parlant à la même tribune, dans un meeting du S.I.A., ceci ne peut servir qu'à la confusion, qu'à semer des illusions et servir au gouvernement du Front populaire.

La défense des prolétaires émigrés ne peut être posée au dehors de l'action directe de classe du prolétariat contre la bourgeoisie.

C'est la seule action efficace et possible : contre les décrets-lois, CONSTITUTION DE COMITÉS PROLÉTAIENS, pour la défense de tous les révolutionnaires expulsés, refoulés ou arrêtés.

Entreprendre une action dans tout le pays, contre le gouvernement du Front populaire, des décrets-lois, démasquer tous ses complices réformistes et staliniens.

Qui sont les expulsés ?

Une moyenne de 200 à 300 prolétaires sont expulsés chaque jour, ou doivent quitter la France, avec un refus de séjour, lorsqu'ils ne sont pas accompagnés par groupes à la frontière et livrés à la police de frontière.

La plupart des expulsés sont des militants communistes, anarchistes, socialistes, antifascistes, expulsés et refoulés plusieurs fois dans les périodes de réaction pour leur action révolutionnaire, au moment de la « troisième période », lorsque les partis communistes étaient encore révolutionnaires et qu'ils considéraient la France comme « le gendarme de l'Europe ».

La grande masse qui s'est vu refuser le droit de séjour, le renouvellement de la carte d'identité, etc..., est représentée par des travailleurs honnêtes qui, pendant des années, ont été exploités dans les travaux les plus pénibles et infects, qui ont enrichi les capitalistes de leur sueur, et qui, maintenant qu'existe la « crise », et qu'on n'a plus besoin d'eux, se trouvent expulsés comme des indésirables...

L' « Union populaire italienne » et toutes les autres filiales staliniennes-réformistes se sont mises délibérément au service de la police, contre les « étrangers ». Romano Cocchi, ex-curé, président de l'Union populaire italienne, a déclaré : nous sommes disposés à collaborer à un travail de nettoyage des terroristes et des espions à l'aide desquels l'Ovra essaye de troubler la vie de ce pays... Et la « Voce degli Italiani » écrit : « Les trotskystes doivent être consignés à la police ; les militants antifascistes doivent dénoncer tous les trotskystes-fascistes et agents suspects aux autorités. »

Le « Populaire » du 6 juin (n'est-ce pas Tasca qui l'a écrit ?) rapporte un acte de sabotage contre l'express Paris-Vintimille, commis par des ouvriers italiens.

Voilà comment on forme l'opinion contre les étrangers.

Chaque fait insignifiant, commis par des bandits, est décrit avec tous les détails, pour démontrer le mal fait par les étrangers « non reconnaisants » à la bonne France...

Si cela devient nécessaire, on cherchera l'affaire des bras coupés aux enfants, et des femmes coupées en morceaux dans les valises... pour monter la « classe ouvrière » contre les étrangers.

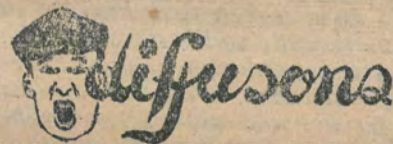
Il est abominable de voir que, pour justifier les expulsions de France d'un million de prolétaires étrangers et la persécution contre son avant-garde, il faut user, contre d'honnêtes travailleurs, des classiques provocations du plus bas patriotisme policier.

Les espions de l'Ovra et de la Gestapo, les terroristes, les indésirables véritables ne seront pas expulsés. Ils seront les seuls à être respectés par la police, parce qu'ils servent à celle-ci contre l'émigration révolutionnaire et la classe ouvrière française.

Ce n'est pas pour rien que les 63.349 « réfugiés » gardes-blancs russes, vivant en France, ne sont pas inclus dans les décrets contre les étrangers... Pour les gardes blancs, les traditions du droit d'asile sont en pleine vigueur... de même que pour les bandits qui ont assassiné les Rosselli en France, et Nin, Berneri, Wolff et tant d'autres militants en Espagne et en Russie, et qui se trouvent sur le sol de la République, protégés par ses lois...

Le P.O.I. encourt les plus graves responsabilités en refusant le front unique avec l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, pour le faire avec les Caporali - Pioch - Le Gall dans le S.I.A., qui ne veut pas « déshonorer notre pays ». Malgré la « période transitoire », on ne peut conquérir les masses en abandonnant le programme révolutionnaire, ni à l'aide d'une politique opportuniste, comme celle entreprise par le S.I.A., dans lequel Rosenthal représente le P.O.I.

Notre position est claire et est la seule réalisable pour la classe ouvrière : constitution des comités prolétaires, pour la défense des révolutionnaires expulsés, refoulés ou arrêtés, unis dans la lutte avec la classe ouvrière française, contre le capitalisme, sur la base de l'internationalisme révolutionnaire, de la fraternisation et du défilisme contre la guerre et le fascisme, pour la guerre civile, pour assurer le triomphe de la révolution socialiste.



« La Commune »

Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.

Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la Poste, allée Gambetta, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123 boul. Bailli, etc...

Avignon : kiosque Domengue.

Agen : kiosque Caujolle.

Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.

Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.

Bordeaux : kiosque, 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.

Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.

Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.

Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.

Lille : gare et nombreux dépôts.

Auxerre : gare et nombreux dépôts.

Aix : gare et nombreux dépôts.

Périgueux : gare et nombreux dépôts.

Toulon : gare et nombreux dépôts.

La Rochelle : gare et dépôts.

Strasbourg : gare et place du Corbeau.

et dans les dépôts de : Valentigney, Rion-des-Landes, Saint-Sever, Oullins, Villeurbanne, Saint-Etienne, Nouzonville, Ucel, Vals-les-Bains, Metz, Antibes, Hyères, Arcachon, Saint-Julien-en-Jarcey

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : A. BASTIDE.

SOLIDARITÉ Révolutionnaire
par le
« Fonds de Secours Rouge » !

Nouveau parti malgré eux

ROYAN. Ce qui suscite le plus d'intérêt des travailleurs, ce n'est pas ce que diront Blum, Paul Faure ou Zyromski. Qui ne sait que ce parti, qui était l'ombre de la démocratie capitaliste, n'est plus, malgré ses forts effectifs et son groupe parlementaire important, que l'ombre de lui-même. L'ombre d'une ombre ! C'est le parti radical, c'est le parti communiste qui, à divers degrés, imposent une attitude à la S.F.I.O. ; en elle-même, elle ne peut plus primer aucune force.

Royan, ce qui intéresse les travailleurs, c'est l'attitude, la position, la politique que prendra la « gauche révolutionnaire », après la confirmation inévitable de l'exclusion de la Fédération de la Seine « rebelle ». La forte minorité qui s'opposa à la ratification de la décision de Paul Faure et de la Commission des conflits à ses ordres ne doit pas tromper : cette minorité n'est nullement G.R. (Il suffit de relever, parmi les avocats de Piverl, la citoyenne Moch, par exemple, dont le patriotisme est littéralement délirant. Cette minorité exprime, soit l'inertie d'un grand nombre de membres de ce parti sur leurs vieilles positions « démocratiques », soit le désir de quelques-uns de ne pas apporter leur blanc-seing à Paul Faure pour des raisons de clique ; mais elle n'est aucunement révolutionnaire, à aucun titre.

Comme depuis sa formation en 1935, la Gauche Révolutionnaire est restée, à Royan, la prisonnière de la direction réformiste du parti socialiste, malgré l'exclusion de sa base principale, la Fédération de la Seine, elle a agi et a été manœuvrée sous la férule de Blum et de Paul Faure. Elle se targue d'un succès : avoir forcé le Congrès pendant un jour à traiter la question de la Seine, bien que la direction avait été préalablement opposée à ce débat. Mais, dès les premières heures du Congrès, Paul Faure — au lieu de se heurter sur ce point, a cédé : il a perdu une journée de son congrès, pour mieux se rattraper ensuite. Car, le vote acquis, la G.R., au lieu d'en tirer aussitôt la leçon, de prendre toute sa liberté pour agir, de s'organiser indépendamment pour l'avenir, est restée à attendre, la plupart hors du congrès, les décisions de celui-ci. Le dimanche, le lundi ont passé, et le mardi passera, la plupart des délégués et des camarades G.R. qui avaient fait le déplacement, ont discuté par petits groupes, se sont proménés sur la plage..., puis sont partis avant d'avoir pris la moindre décision. Ce n'est que quand Paul Faure, Blum, Dormoy et Lebas auront rédigé une motion qui confirmera avec plus ou moins d'hypocrisie leur politique de collaboration de classes et de préparation à l'union sacrée, que la Gauche révolutionnaire reprendra le cours de ses travaux...

**

C'est avec le plus grand effroi que les dirigeants de la Gauche révolutionnaire s'orientent vers la création d'un parti nouveau, d'un parti centriste. Ce n'est pas leur volonté qui les y pousse, ce sont les événements et la capitulation que l'impérialisme impose à ses serviteurs réformistes qui les mènent. Les militants, les travailleurs révolutionnaires, qui avaient eu des espoirs dans la Gauche révolutionnaire, qui pensent qu'elle a des possibilités de toucher les masses, ne peuvent-ils pas voir dans l'épisode de Royan toute la valeur politique de cette direction : animée de velléités révolutionnaires, poussée par la volonté d'une couche ouvrière d'avant-garde, elle attend pour s'orienter les décisions des chefs traités de la II^e Internationale, et ose à peine attaquer les canailles de la III^e Internationale. Seuls les « trotskystes » qui n'ont pas peur de s'isoler des masses qui, par leur position catégorique pour la création de la IV^e Internationale, contre les directions pourries de la II^e et de la III^e, contre les formations timorées intermédiaires du Bureau de Londres, apportent aux militants révolutionnaires le programme de la révolution prolétarienne et de ce fait rallieront les masses !

CROQUIS DU CONGRÈS

CE n'est pas le Congrès lui-même de Blum et Paul Faure que nous suivrons de près. Les délégués ? Les ex-ministres, les députés qui se pavent, les hommes à Paul Faure, les Théo-Bretin, les Maurin et autres qui ont trouvé leur place dans le socialisme comme d'autres dans la mercerie ou l'alimentation. Pour cette pourriture, un Congrès à Royan. La plage, le casino, les excursions, les banquets... quelle aubaine pour ces messieurs et leurs dames !

C'est la Gauche Révolutionnaire que nous voulons voir. Sortira-t-elle de cette pourriture ou préférera-t-elle s'en faire sortir ?

Un "jeune" défend le parti socialiste contre la G. R.

Le « jeune » Bernard Chochoy sera le champion de Paul Faure. Les congrès, pour lui, c'est avant tout des stations prolongées dans les bistros. Aussi presque tous les soirs, s'étant copieusement saoulé, il se rendait au café où siégeait la G.R. pour s'y livrer à quelques provocations. Il ne se fit pas corriger, on comprend pourquoi Dormoy et Lagrange furent à leur tour arrogants et provocants.

L'antitrotskysme de la G.R.

À l'égard des trotskystes, la Gauche Révolutionnaire fut beaucoup moins bienveillante.

Certes, Cazenave ne put empêcher notre distribution de tracts. Mais il se livra à des accusations dont il devra s'expliquer. Des délégués accusés de liaison avec le P.O.I. furent violemment pris à partie dans la G.R.

C'est à qui de Cazenave, Hérard, Collinet, sera le plus « antitrotskyste ». Mais que d'attention pour ce que va dire Blum, de ce qu'en pensera un tel, des paroles de Monnet. Et que de précautions avec les vieux sociaux-démocrates invétérés, les Spinetta, les Midon.

Juin 36

Notre affiche « Juin 36 » collée sur les murs de Royan a irrité des camarades G.R. : vous nous avez pris le titre de notre journal ! Drôle d'argument : « Juin 36 », est-ce une marque exclusive d'un produit ou est-ce une date historique de la classe ouvrière ? « Juin 36 » : mais à ce moment-là nous étions poursuivis et nous n'avions pas d'attachés dans les cabinets ministériels.

Clans et sous-tendances

Hérard s'est livré à quelques attaques qu'il juge spirituelles sur « les partis trotskystes qui se créent chaque jour ». Mais l'unité et la camaraderie la plus élémentaire sont et seront à rude épreuve dans le P.S.O.P. si l'on en juge par les relations entre les militants réunis à Royan. Les clans existent et se jaloussent et se débînent.

SAMEDI soir, à la fin de la première journée du Congrès S.F.I.O., la Gauche Révolutionnaire organisait une réunion d'information strictement réservée aux membres du parti socialiste. Il y eut environ 200 auditeurs, parmi lesquels quelques délégués des autres tendances et quelques membres de la section socialiste de Royan.

Signalons que la distribution, par nous, du tract aux camarades de la G.R. (paru dans notre précédent numéro) eut le don d'irriter le citoyen Cazenave, qui prétendait empêcher notre distribution de tract, et qui, au cours des répliques alors échangées, lança une accusation sur laquelle nous lui demanderons par ailleurs des explications. Ajoutons que la plupart des camarades de la G.R., avec qui nos divergences sont bien connues, ne suivirent pas Cazenave dans ses prétentions.

Et maintenant, que fut la réunion ? Elle se tenait lorsque le vote du Congrès de la Fédération de la Seine était connu. Le pré-

Il y a trois groupements qui commencent à avoir une figure politique, autour de Hérard, de Piverl, de Guérin, respectivement, en allant de droite à gauche. Puis il y a les petits groupes moins nets. Les oreilles des membres du P.C.I. en ont entendu... mais ça n'a qu'une importance relative.

Démocratie...

De nombreux militants de Paris avaient fait le voyage pour soutenir leurs délégués à Royan. Ils eurent le droit de se faire photographier, mais ils n'avaient pas le droit d'écouter ce qui se disait aux réunions des délégués de la Gauche Révolutionnaire. Précaution ? Prudence ? Allons donc... Paul Faure a une pratique disons d'information bien connue.

Les Jeunes

Il y avait les jeunes de la dernière tranche dis-soute et il y avait les jeunes de la tranche précédente (J.S.A.). Ce sont ces derniers qui, seuls, ont été actifs ; les autres n'ont rien fait, leur responsable s'y opposait. Et de plus il y a des militants G.R. qui sont contre une organisation politique autonome de la jeunesse ! Ni Paul Faure ni Chauchoy n'osent résoudre ainsi ce problème !

Le Stalinien sur la plage

Samedi, des groupes discutent. Un homme jeune porteur d'un insigne scout, débite les dernières aeries du répertoire de « l'Humanité », tout en s'affirmant sans parti d' Deux camarades s'adressent à lui : nous avons fait un pari de 100 francs. Moi je dis que t'es un communiste... Et moi que tu es un catholique.

Le stalinien doit se dévoiler et il ne lui reste qu'à partir sous les rires.

Gare à la barbe !

48 HEURES se sont écoulées depuis le vote de l'exclusion de la Gauche Révolutionnaire. Dure pilule à avaler pour eux. Temps très orageux ; excitation des camarades de la Gauche. Il est trois heures. Le Congrès doit reprendre ses débats. Marx Dormoy remonte la rue de l'Hôtel-de-Ville en direction du palais Foncillon (lieu du Congrès). Des camarades sont groupés dans cette rue, regardant et discutant sur les congressistes rentrant. Mais, parmi tous ces bruits, une voix sort, couvrant les autres : « A Clichy ! » crie-t-on à Marx Dormoy, qui se trouve alors devant les portes du palais. Lui, ne perdant pas une minute, car

« Allez-vous coucher ! »



Une réunion révolutionnaire

sident de la réunion, le camarade Pigeon, parla de « victoire morale ». Nous n'avons pas à discuter cette appréciation ; ce qui importe, ce sont les conclusions politiques ; or, Pigeon, qui était de « La Bataille Socialiste », ne cache pas son intention de ne plus militer ; il resta donc sur la « victoire morale » et donna la parole à Hérard, qui résuma d'abord l'exposé qu'il avait fait dans la journée devant le Congrès. Nos lecteurs le connaissent, c'est d'un bout à l'autre une défense pour le maintien dans la S.F.I.O. et non une attaque politique intransigeante contre le réformisme. Puis vient la conclusion : une décision grave a été prise par le Congrès, mais c'est une décision de discipline qui ne nous permet pas de rompre, il faut demander au congrès de se prononcer sans équivoque sur la question de l'union nationale. En attendant, les délégués G.R. suivent le congrès, ils n'interviendront pas sur les rapports, mais dans le débat d'orientation politique.

PRIS A ROYAN

pour lui il s'agit de provoquer la bagarre que les réformistes attendaient vainement depuis 48 heures, se retourne, et administre une paire de claques assez violemment au premier copain qui se trouvait là. La bagarre commence, les copains de la G.R. s'énervent, les flics de Royan arrivent, et aussi quelques forts-à-bras du P.S. (service d'ordre). La bagarre devait à ce moment prendre son point culminant, mais, bien au contraire, rien ne se produit.

Dormoy, lui, tape, et ne perd pas une minute. Il a fallu que les flics le retiennent. Mais, immédiatement, des copains de la G.R. disent d'arrêter et de rentrer dans le calme. Quelques-uns supplient Léo Lagrange, qui est arrivé, de faire rentrer tout le monde dans le calme, et que lui seul est capable de faire cesser. Son intervention sur une voiture, où il est monté, est désopilante et scandaleuse quant à son contenu social (nous sommes tous socialistes).

Un de ceux qui, lors de la réunion de la Gauche, voulaient empêcher et frapper nos camarades qui distribuaient un tract à l'entrée de cette réunion, est le plus acharné à réclamer le calme à Léo Lagrange, qui, d'ailleurs, en a l'air très fier, et qui, s'adressant à tous, dit : Voyons, camarades, ce n'est pas honteux de se battre dans un même parti, voyons arrêtez ! ». Evidemment. Devant les paroles d'un ancien ministre, la G.R. s'arrête, cependant que les réformistes, eux, n'ont pas perdu le nord et continuent leur attaque à l'égard des membres de la G.R. Des flics forment la chaîne, refoulent les copains vers la permanence de la Fédération de la Seine qui se trouve à 500 mètres de là, et Léo Lagrange, lui, suit le mouvement, en continuant de prêcher le calme aux membres de la G.R., qui sont aintenant assez dégonflés, et va même jusqu'à pénétrer dans la permanence de la Fédération de la Seine sous le regard de ses membres.

De cet état de choses, il apparaît nettement que Marx Dormoy était très heureux de l'occasion qui lui était donnée de satisfaire ses besoins vis-à-vis des membres de la G.R. Quant à eux, il apparaît aussi nettement qu'ils étaient désarçonnés, et qu'ils ont complètement capitulé devant les prières d'un ancien ministre réformiste.

Après la bagarre, Marx Dormoy se rendit au bureau du Congrès et informa Vincent Auriol, président, des incidents. Celui-ci, après quelques instants d'émotion très affectée, tenta d'exploiter la courte bagarre pour impressionner les congressistes.

Cela ne pouvait d'ailleurs changer grand chose aux positions respectives. Il faut seulement noter que, là encore, la G.R. fut principalement sur la défensive. Ce sont des fripons à la Dormoy qui ont osé prendre l'initiative de l'agression. Il en sera ainsi très souvent tant que les militants de la G.R. conserveront une politique d'expectative et de défensive, c'est-à-dire resteront de la G.R.

de la gauche
à Royan



Vis-à-vis des « trotskystes », Hérard s'en délimite pour de multiples raisons.

La création d'une nouvelle organisation, Hérard ose à peine en faire entrevoir la possibilité ; les périphrases et les tournures emberlificotées s'accroissent.

Ensuite, Marceau Pivert fait un exposé beaucoup plus destiné aux leaders du congrès S. F. I. O. qu'un appel de lutte contre cette direction. Il fait l'éloge des autres exclus de la Fédération de la Seine. Il approuve la tactique définie par Hérard. Il donne de l'union nationale une autre définition que Blum, etc... Il prétend que, depuis l'entrée au gouvernement (depuis seulement !) le parti socialiste compose avec la bourgeoisie. Et lui aussi manifeste le plus grand embarras pour parler d'une nouvelle organisation.

Après ces deux exposés, on entend un camarade de province affirmer sa solidarité avec Pivert, puis Spinetta — avec la confusion invraisemblable dont il est coutumier

KERILLIS RECIDIVE

UNE fois de plus, Kerillis fait des insinuations sur les ressources des révolutionnaires.

Jadis, c'était contre le Parti communiste. Maintenant que Staline est pour la défense nationale en France, Kerillis lui rend service en reprenant ses accusations contre les révolutionnaires.

Voici plusieurs fois qu'il a attaqué les trotskystes. Mardi dernier, « l'Epoque » (qui vit probablement de l'air du temps, et de bonnes subventions), a ajouté aux trotskystes les pivertistes (qui, comme le P.O.U.M., ne gagneront rien à être « antitrotskystes » et perdront en force politique).

Kerillis prétend être renseigné, informé.

Eh bien, parlez donc, videz votre sac ! Faites-nous connaître quelles saloperies le Guépéou vous a fourrées dans votre dossier. Dépêchez-vous de le faire pour que nous puissions montrer comment se rassemblent des fripons de votre nature avec la canaille staliniste.

CONVOCAATION

VENDREDI 10 JUIN, à 20 h. 30, lieu par convocation individuelle :

COMITE CENTRAL DU PARTI

- 1) La proclamation de la VI^e Internationale et la position du Parti.
- 2) Le Congrès de Royan, la création du P.S.O.P. et la dénonciation du Parti.

VENDREDI 17 JUIN, à 20 h. 50 :

ASSEMBLEE D'ACTIF P.C.I. - J.C.I.

Lieu par convocation.

Rapport du Comité Central sur les deux questions :

- La proclamation de la IV^e Internationale.
- La création du P.S.O.P.

Un texte sera soumis au vote à partir du mardi 14. Prendre les bulletins à la permanence.

Des abonnements !

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)	
3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	20 Fr.
ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)	
1 an	30 Fr.

— aboutir à une seule conclusion précise : le vote du congrès sur la « discipline » est un vote politique. Enfin, Daniel Guérin demande une réunion immédiate des délégués G.R. pour déterminer la position et les décisions à prendre. Dans la salle, plusieurs camarades soutiennent la proposition de D. Guérin. Or, Marceau Pivert n'en est pas partisan. On assiste à ce moment à un petit incident très significatif au fond ; Pivert se lève et dit : « Nous avons le temps, j'ai la confiance des camarades de province comme de Paris. Aussi je vous dis : la réunion d'information est terminée. Allez vous coucher ! » Pour certains camarades, cette déclaration tomba comme une douche froide : nous avons le temps, allez vous coucher... Et pendant que le congrès discute, la G.R. attend on ne sait quoi ; comme sœur Anne, elle ne verra rien venir, et elle retournera à Paris sans prendre de décisions.

La lutte contre le réformisme continue sous de tristes auspices.

Première assemblée du P.S.O.P.

AINSI que la presse l'a déjà annoncé, à l'issue du Congrès de Royan, après le discours ultra-chauvin de Blum, Hérard, au nom de la Gauche révolutionnaire, fit une déclaration disant que le Parti socialiste, venant de porter atteinte à ses principes traditionnels, les militants G.R. se réserveraient d'envisager toutes les conséquences que ceci comporte, puis, peu après, fut communiqué à la presse un manifeste aux ouvriers et paysans proclamant la constitution du Parti socialiste ouvrier et paysan dont le premier congrès doit avoir lieu en juillet.

Dès le lendemain du Congrès de Royan et de cette proclamation, eut lieu la première assemblée d'information réservée aux militants de la Seine, du P.S.O.P. Dans la salle, à l'entrée de laquelle nous avons distribué notre seconde lettre ouverte aux militants de la Gauche, il y avait environ de 1.500 à 2.000 présents. On sentait chez la plupart des militants la satisfaction de se trouver enfin en dehors de la vieille maison pourrie et aussi la volonté maintenant d'en mettre un coup.

Après les interventions d'un représentant des jeunes et d'un délégué de la Fédération des étudiants révolutionnaires, Cazanave, en attendant Hérard, intervient et explique que pendant des années la G.R. a voulu redresser la social-démocratie française pour qu'elle ne subisse le même sort que celles d'Allemagne et d'Autriche et que c'est malgré sa volonté que la G.R. est maintenant en dehors de la S.F.I.O. Hérard qui, entre temps, fait son entrée, acclamé dans la salle, donne un compte rendu du Congrès de Royan en essayant de justifier toutes les hésitations et attermolements de la G.R. et particulièrement de son attitude des plus troubles à propos de l'incident Dormoy. Il est certes, applaudi, mais on sent chez nombre de militants qu'ils ne sont pas très satisfaits de toutes ces explications qui transpirent l'irrésolution et les hésitations sans fin.

Aussi Pivert, qui parle d'une façon plus décidée, est-il bien accueilli. Hérard avait aussi parlé de ce que la G.R. n'est pas responsable de la rupture mais que c'est la bureaucratie, contre laquelle il faut, dit-il par ailleurs, ne pas avoir une attitude de censeurs systématiques et de critiques continues et personnelles.

Pivert, lui, dénonce les Blum et Cie qui savent bien où ils veulent en venir, comme les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers et il explique la nécessité de briser l'obstacle qu'ils constituent sur la route vers la révolution prolétarienne.

Puis il lit le manifeste dont nous parlons plus haut et que nous ne manquerons pas de commenter dans un prochain numéro de « la Commune ». Après Pivert, qui termina par un appel aux efforts des militants, la parole passe à Weill-Curiel qui, à côté des documents qu'il cita et qui montrèrent toutes les contradictions et trahisons de la bureaucratie S.F.I.O., fut pour le moins peu sérieux. On le vit expliquer qu'à Tours, en 1921, le futur parti communiste ayant déchiré la charte constitutive du Parti et ayant adopté d'autres bases et principes, Blum et Paul Faure déclarèrent que c'est eux, la minorité, qui continuent le parti et que de même aujourd'hui, à leur tour, Blum-Paul Faure déchirant et piétinant la charte constitutive du Parti, c'est la G.R. qui, quoique minorité, continue le Parti. N'est-ce pas le comble de l'équivoque de mettre ainsi sur le même pied l'attitude, la seule juste de la majorité de Tours, qui tirait les leçons conséquentes de la trahison de la S.F.I.O., avec la politique complice de la bourgeoisie des Blum-Paul Faure ?

Weill-Curiel expliqua aussi qu'il s'agit maintenant de rendre fort le P.S.O.P. et cita, le malheureux, l'exemple des staliniens qui de 15.000 membres en 1932 sont passés à 380.000 en 1938. Il n'était pas possible de donner un exemple plus déplacé.

A propos du Congrès de Royan

La G. R. victime de sa propre politique

NOUS n'avons cessé, depuis la dissolution de la Fédération de la Seine, d'exprimer clairement notre point de vue sur la signification de cette dissolution et sur la politique que, à notre avis, la Gauche devrait avoir pour pouvoir lutter efficacement contre la bureaucratie S.F.I.O. et renforcer utilement l'avant-garde ouvrière qui a aujourd'hui l'impérieuse mission de bâtir le parti prolétarien de la révolution.

La réponse à notre argumentation, à nos critiques, n'a pas été la même que celle que les leaders de la Gauche Révolutionnaire ont faite à des journaux bourgeois ou des organisations comme « Front Social ». Non, à nous, on répond par le silence, par la calomnie, par le colportage d'allusions infectes que l'on est d'ailleurs incapable de justifier, et par un mélange de haine, de dédain, et aussi de crainte.

C'est une façon comme une autre de répondre, qui a sa signification et qui est loin d'être une preuve de sérieux et de solidité politique. Peu nous importe cette attitude anti-prolétarienne qui ne peut en fin de compte que porter préjudice à ses auteurs. Nous élevons au-dessus de ces tristes méthodes, nous continuerons notre effort de clarification pour les ouvriers révolutionnaires qui sont à la recherche d'une voie de lutte révolutionnaire, conscients que nous sommes de remplir ainsi notre devoir.

COMMENT IL NE FALLAIT PAS LUTTER

C'est une lutte que vous menez, une lutte de classe, camarades de la G.R. Et une lutte, il faut s'en imprégner, ne peut être victorieuse en menant une politique d'attente et même de recul. C'est ce que nous avons écrit sans cesse depuis la dissolution de la Fédération de la Seine. Mais les dirigeants de la G.R., sous le faux prétexte qu'il ne fallait pas donner d'arguments aux bureaucrates de la S.F.I.O., qui puissent empêcher la réintégration, appliquèrent une politique de temporisation qui d'une part permettait aux réformistes d'opérer à loisir leur regroupement, d'autre part ne donnait pas aux militants « dissous » des perspectives claires leur donnant une résistance politique indispensable et enfin qui ne pouvait pas aboutir à une réintégration, car la dissolution ayant des raisons politiques profondes, il n'y avait qu'une capitulation politique complète qui était susceptible d'arracher la réintégration.

C'est ainsi que l'on a désarmé politiquement les militants.

En outre, depuis des années, ce qui était un des principaux désaccords de la G.R. avec nous autres, bolcheviks-léninistes, c'était que la G.R. avait comme but principal de réformer la S.F.I.O., d'y gagner la majorité, et d'en faire un parti révolutionnaire.

Le résultat de cette position était également net à Royan, en ce sens que les militants aux quels, depuis des années, on montre comme principal objectif de réformer la S.F.I.O., de travailler en son sein, étaient naturellement désarmés politiquement, face au tournant subit de rompre avec la S.F.I.O. et d'organiser un parti autonome. On ne peut donc s'étonner des hésitations et de la résistance, particulièrement des éléments de province, qui auront comme résultat de dissocier considérablement la G.R. et de provoquer maintes défections.

La G.R. paye là chèrement les erreurs que nous avons combattues vigoureusement.

Qui sait, d'ailleurs, ce qui serait advenu si la bureaucratie avait retardé encore le Congrès d'un mois ou deux. Probablement, il ne serait pas resté beaucoup de militants.

UNITE DE VUES, OU LARGEUR D'ESPRIT ?

Une autre leçon, non moins importante, c'est la base idéologique sur laquelle doit être construite une organisation révolutionnaire. Combien de fois fûmes-nous traités de « sectaires » parce que nous réclamions une clarté politique et un programme précis à la base du Parti Révolutionnaire à créer.

Les camarades de la Gauche nous parlent toujours de la nécessité d'avoir une organisation large dans laquelle puissent cohabiter les courants les plus divers. Nous avons vu encore à Royan, où pourtant la complexité des problèmes était relative, l'impossibilité pour une organisation hétérogène d'avoir une ligne politique décidée et conséquente, et de pouvoir lutter hardiment, efficacement. La G.R. était presque paralysée à certains moments par cette hétérogénéité qui l'empêchait d'agir.

La lutte révolutionnaire ne permet pas une lar-

geur de vues qui, inévitablement, dans les moments les plus décisifs, est paralysante. Elle exige au contraire une homogénéité politique sérieuse, condition d'action conséquente.

On ne peut avoir un parti se disant révolutionnaire sur la base, à la fois, de Guesde, Vaillant, Jaurès et Lénine.

Il faut opter pour l'un ou pour l'autre.

UN PROGRAMME. DES PRINCIPES

Sans cela, on ne peut lutter.

Il faut chasser des rangs du mouvement ouvrier la confusion que, pour les causes de leurs trahisons les organisations de la II^e et de la III^e Internationales font régner.

Aucune ambiguïté sur aucune question ne doit être tolérée.

Ainsi comment peut-on encore dire dans les rangs de la G.R. que la dissolution de la Fédération de la Seine soit une question d'ordre disciplinaire, c'est par trop absurde pour que l'on puisse prendre au sérieux ceux qui prétendent encore une pareille chose.

Quand donc la S.F.I.O. a-t-elle exclu ou dissous par une justification politique ? Elle ne l'a jamais fait et elle ne le fera jamais.

Attendre que la bureaucratie s'affirme noir sur blanc pour l'union nationale pour rompre n'est pas moins absurde et erroné. Comment peut-on encore attacher une importance aux paroles de ces gens qui bafouent journellement dans les faits des principes qu'ils ne se gênent point de porter aux nues, en paroles, dans le même temps.

Lénine disait à ce propos, fort justement : « Celui qui, en politique, croit sur paroles, est un idiot sans espoir. »

Cette attitude d'attente semble plutôt cacher la fecherche d'un prétexte pour rester encore cramponné à la vieille maison.

Cette façon d'agir sans programme et sans principes conduit fort loin, comme nous le montre également le Congrès de Royan.

Nous donnerons deux exemples : Hérard, intervenant peu après l'« incident Dor-

moy », qui s'est à l'occasion révélé un fort comédien, n'est-il pas allé jusqu'à dire « qu'il n'approuve ni les actes commis aujourd'hui, ni les bruits diffamatoires qui ont été répandus sur le compte de Dormoy au moment de la douloureuse affaire de Clichy. »

C'est, on l'avouera, un peu fort, et on voudrait bien savoir où Hérard veut en venir en désavouant l'attitude de ses camarades de G.R. ?

En fait de stratégie, elle nous semble plutôt faite pour perdre que pour gagner quoi que ce soit.

Il faudra que Hérard s'explique sur ce point, s'il est en mesure de le faire, car vraiment cela sent bien mauvais.

Le deuxième exemple, qui est également la preuve d'un manque de programme et de principes, c'est la résolution de Deixonne « ayant pour but de spécifier que les représentants du Parti Socialiste n'entreront dans aucun gouvernement ne comprenant pas uniquement des représentants des partis adhérents au Front populaire. »

Est-ce un manège ? Il faudrait en finir. La G.R., dans bien des textes, condamne la politique néfaste des gouvernements de Front populaire, et son délégué au Congrès propose une résolution 100 % Front populaire.

Que d'équivoque ! Que de confusion ! C'est tout le contraire d'une politique révolutionnaire conséquente, et c'est l'aboutissant du fait que l'on n'a pas de programme ni de principes basés sur l'expérience de la lutte de classe dans le monde.

On ne mène pas de lutte jusqu'à mi-chemin. Ou l'on va jusqu'au bout dans la conséquence des problèmes, ou l'on s'enferme dans des contradictions inextricables.

Le front unique avec le P.C.I. est nécessaire pour la confrontation des expériences et des positions politiques, pour la détermination de la véritable voie de lutte.

Les événements de Royan ont mis à nu, une fois de plus, les erreurs et les dangers de la politique de la G.R. Que les militants en tirent toutes les leçons qui s'imposent, afin d'éviter d'être vaincus.

Manifeste des Minorités Syndicales de la C.G.T.

TRAVAILLEUR !

1935 ! l'unité syndicale tant souhaitée se réalise.
1936 ! Victoire électorale du Front populaire qui arrive au gouvernement. Grèves et occupations d'usines : le grand patronat cède et fait droit aux revendications ouvrières.

Années d'espérance, de revanche, d'enthousiasme.
1938 ! Salaires insuffisants, 40 heures menacées, licenciements, chômage, arrogance patronale, décrets-lois, la guerre !

Année de lassitude, de découragement, d'angoisse !
Camarade ouvrier, qui ne te payes pas de mots, as-tu bien mesuré l'ampleur de la défaite ? Sais-tu ce que l'a rendue possible en si peu de temps ?

Des militants, organisés dans la C.G.T., et travailleurs comme toi, veulent t'expliquer tout simplement les raisons de cet échec. Ils vont te dire des choses désagréables. Ne crois pas surtout que ce soit de gaieté de cœur. Ils en souffrent comme toi, mais ils ne peuvent se taire davantage, car se taire c'est trahir. Ils te disent donc :

LE FRONT POPULAIRE A ETE UNE DUPERIE MAGNIFIQUEMENT MONTEE.

Des réformes, il n'en a pas accordé d'autres que celles que les ouvriers eux-mêmes ont conquises de haute lutte, en juin 36. Mais, par une série d'actes parlementaires et législatifs, il a permis à la bourgeoisie de reprendre petit à petit tout ce qu'elle avait dû céder en une nuit de peur.

Avec les dévaluations successives, la pause, l'arbitrage obligatoire, le statut moderne du travail, les dérogations aux 40 heures, le surarmement préparant la guerre et l'Union sacrée réalisée en fait.

TOUS les gouvernements de Front populaire ont poursuivi la même politique des ministères dits de droite, politique toujours fondamentalement opposée aux intérêts ouvriers.

Qu'importe en effet d'appeler la guerre, « défense des démocraties » ou « lutte contre le fascisme extérieur » si on arrive ainsi à entraîner derrière la bourgeoisie française, pour ses affaires, la quasi totalité de notre classe ouvrière dressée contre les travailleurs d'Allemagne ou d'Italie !

Ce que Laval, Doumergue et autres politiciens de droite étaient incapables de faire accepter au prolétariat, Blum-Thorez-Daladier ont été chargés de l'accomplir.

Tu avais voté pour le pain, la paix, la liberté. Les politiciens t'ont donné le pain plus coûteux, la paix plus précaire et une camisole de force pour toute liberté. Et comme si ce n'était pas suffisant, ils livrent au fascisme les travailleurs étrangers qui lui

avaient échappé, croyant trouver un asile en France.

Et cette organisation syndicale, en quoi tu avais mis tous tes espoirs, ta C.G.T., camarade, qu'a-t-elle fait contre cette ignoble tromperie dont tu étais la malheureuse victime ? A-t-elle, une seule fois, élevé la voix contre les dévaluations qui rognent les salaires, contre l'assassinat du droit de grève, contre le surarmement et l'Union sacrée ?

A-t-elle, une seule fois, menacé le Parlement d'une grève générale de ses 5 millions de membres s'il s'opposait aux revendications ouvrières ?

Elle devait te défendre, elle a permis de mieux te ligoter.

Qu'importe si, avec quelques francs de plus tu peux acheter un peu moins.

Qu'ils soient anciens unitaires comme Frachon ou Racamond, réformistes de toujours comme Jouhaux ou Belin, ses dirigeants, à tous les échelons, ont bien joué leur rôle. Ils ont réussi à te faire tout accepter... au nom de l'intérêt général..., au nom de la « Patrie » : l'évacuation des usines, les arbitrages obligatoirement défavorables, les heures supplémentaires pour la guerre.

Dignes frères des politiciens, ils ont même livré le mouvement syndical aux rivalités politiques et ont réussi à te dresser contre ton frère d'usine pour conserver leurs places ou en conquérir de nouvelles.

Crois-tu donc que ce soit pour être désarmé contre tes maîtres, pour mettre sac au dos et crier à Berlin que tu as fait l'unité ?

Tu ne voulais pas cela... et pourtant...

Nous te disons : il faut qu'un souffle d'air puissant et frais vienne vivifier l'air empoisonné de la C.G.T. Il faut lutter pour que triomphe le syndicalisme lutte de classes.

A cette tâche immense, tes camarades t'appellent. Ils viennent de se rencontrer et d'organiser une minorité confédérale nationale qui luttera vaillamment contre la collaboration des classes et contre la guerre.

Partisans d'une C.G.T. débarrassée des politiciens, saisant elle-même ses affaires, partisans de la lutte intransigeante, de l'action directe qui affaiblit le capitalisme, retarde donc l'heure des conflits et empêche aussi l'union sacrée, ils t'invitent à te joindre à eux.

Fais lire cet appel autour de toi !

Discute ses idées avec tes camarades !

Entre en relations avec nous !

Pour que renaisse et vive la C.G.T. indépendant, et révolutionnaire qui brisera tes chaînes.